

Ministère de l'Eau, des
Aménagements Hydrauliques et
de l'Assainissement

Secrétariat Général

Secrétariat Permanent du Plan
d'Action pour la Gestion Intégrée
des Ressources en Eau

Burkina Faso

Unité - Progrès - Justice

Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE)

« PHASE 2 »

DOSSIER DU COMITE DE PILOTAGE

1^{ère} session 2013

19 Mars 2013

- I- Bilan annuel des activités 2012
- II- Plan de Travail et Budget 2013

Version Soumise

Mars 2013

Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE)

« PHASE 2 »

DOSSIER DU COMITE DE PILOTAGE 1^{ère} session 2013

- I- Bilan annuel au 31 Décembre 2012
- II- Plan de Travail et Budget 2013

Approuvé par le Comité de Pilotage en sa séance ordinaire du 19 Mars 2013

Pour le comité de Pilotage

OUAGADOUGOU, le

**Le Secrétaire Général du Ministère
de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement**

TABLE DES MATIERES

<i>Sigles et abréviations.....</i>	<i>vii</i>
<i>Principales caractéristiques du programme</i>	<i>ix</i>
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : GENERALITES	2
CHAPITRE I : RAPPEL SUR LE PAGIRE ET SES FINANCEMENTS	3
1.1-RAPPEL SUR LE PAGIRE PHASE 2.....	3
1.1.1-OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS.....	3
1.1.2-MISE EN ŒUVRE DU PAGIRE PHASE 2.....	3
1.2-COMPOSANTE APPUI AU PAGIRE PHASE 2/ASEA.....	4
1.2.1-OBJECTIFS.....	4
1.2.2-BUDGET DE LA COMPOSANTE	5
1.3-AUTRES PROJETS/PROGRAMMES A COMPOSANTE GIRE.....	5
1.3.1-VOLET GIRE DU PDA/MCA-Burkina.....	5
1.3.2-APPUIS A L'AGENCE DE L'EAU DU NAKANBE PAR DES AGENCES DE L'EAU PARTENAIRES.....	6
1.3.3-PROJET VOLET 4 DU CHALLENGE PROGRAM ON WATER AND FOOD (CPWF) DANS LE BASSIN DE LA VOLTA.....	8
PARTIE II : BILAN ANNUEL DU PTB 2012.....	9
CHAPITRE II : BILAN PHYSIQUE DU PTB 2012	10
2.1-DEMARCHE METHODOLOGIQUE	10
2.2-RAPPEL SUR LE PTB 2012	11
2.3-ANALYSE FACTUELLE DE L'EXECUTION DES ACTIVITES	12
2.3.1-AGENCES DE L'EAU.....	12
2.3.2-STRUCTURES CENTRALES.....	15
2.3.3-AUTRES STRUCTURES.....	18
2.4-ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES GIRE DU PROGRAMME MCA-BF	20
2.4.1-RECAPITULATIF DES APPUIS GIRE DU GIRE DU MCA-BF.....	20
2.4.2-ESTIMATION DE L'AVANCEMENT DES ACTIVITES.....	20
2.4.3-APPUI DU SP/PAGIRE AU PROGRAMME GIRE-MCA-BF.....	22
2.5-CONSTRAINTES D'EXECUTION DU PTB 2012.....	23
2.5-ATTEINTE DES RESULTATS ET OBJECTIFS	24
2.5.1-SYSTEME D'EVALUATION DE L'EXECUTION DU PTB 2012.....	24
2.5.2-NIVEAU D'EXECUTION.....	24
2.5.2.1-Niveau d'exécution de l'objectif spécifique 1.....	24
2.5.2.2-Atteinte des résultats de l'objectif spécifique 2.....	26
2.5.2.3-Atteinte des résultats de l'objectif spécifique 3.....	27
2.5.2.4-Atteinte des résultats de l'objectif spécifique 4.....	29
2.5.2.5-Atteinte des objectifs spécifiques et de l'objectif général.....	29
2.6-BILAN DES INDICATEURS ANNUELS.....	31
CHAPITRE III : BILAN FINANCIER DU PTB 2012.....	32
3.1-SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES	32
3.2-SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET.....	33
CHAPITRE IV : SITUATION SYNTHETIQUE DE TROIS ANNEES DE MISE EN) UVRE DU PAGIRE PHASE 2.....	38
PARTIE III : PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET 2013	40

CHAPITRE V : PROGRAMMATION ET BUDGET 2013	41
5.1-OBJECTIFS DU PTB 2013	41
5.2-RESULTATS ATTENDUS ET INDICATEURS ANNUELS	41
5.3-PRESENTATION DES ACTIVITES ET DU BUDGET	44
5.3.1-SOUS-ACTIVITES PROGRAMMES.....	44
5.3.2-ANALYSE DE LA REPARTITION DES ACTIVITES DANS LE TEMPS.....	48
5.3.2.1-Répartition des sous-activités dans le temps suivant les structures	48
5.3.2.2-Répartition des sous-activités dans le temps suivant les objectifs spécifiques	49
5.3.2.3-Répartition global des sous-activités dans le temps.....	49
5.3.3-BUDGET ANNUEL 2013.....	50
5.4-RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION/PTB 2013	52
CONCLUSION	53
ANNEXES	54

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : COEFFICIENTS DE PONDERATION

ANNEXE 2 : BILAN DETAILLE DES ACTIVITES DU PTB 2012

ANNEXE3 : BILAN DU PLAN DE PASSATION DE MARCHE 2012

ANNEXE 4 : PTB DETAILLE 2013_BUDGET

ANNEXE 5 : PTB DETAILLE 2013_CHRONOGRAMME

ANNEXE 6 : PLAN DE PASSATION DE MARCHES 2013

ANNEXE 7 : TABLEAU DE BILAN SYNTHETIQUE DE MISE EN) UVRE DE LA GIRE SUR LA PERIODE 2010-2012

ANNEXE 8 : TABLEAU DE SYNTHESE DE LA MOBILISATION DES ASSISTANTS TECHNIQUES EN 2013

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : MONTANTS PREVUS DE L'APPUI DANOIS (MILLIONS FCFA)	5
TABLEAU2 : MONTANTS PREVUS DE L'APPUI SUEDOIS (MILLIONS FCFA).....	5
TABLEAU3 : MONTANTS PREVUS DE LA CONTREPARTIE NATIONALE (MILLIONS FCFA).....	5
TABLEAU 4 : MONTANTS PREVUS DES APPUIS NEERLANDAIS ET FRANÇAIS A L'AGENCE DE L'EAU DU NAKANBE.....	8
TABLEAU 5 : MONTANTS PREVUS DU PROJET V4/CPWF (MILLIONS FCFA)	8
TABLEAU 6 : REPARTITION DES SOUS ACTIVITES PAR STRUCTURE D'EXECUTION.....	11
TABLEAU 7: SOUS-ACTIVITES REALISEES PAR AGENCE DE L'EAU EN 2012.....	12
TABLEAU 8 : AVANCEMENT DES SOUS-ACTIVITES DES STRUCTURES CENTRALES	16
TABLEAU 9 : ETAT DES REALISATIONS DU PROGRAMME GIRE MCA.....	20
TABLEAU 10: NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 1 PAR AGENCE DE L'EAU	25
TABLEAU 11: NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 2.....	26
TABLEAU 12: NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 3.....	28
TABLEAU 13: NIVEAU D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 4.....	29
TABLEAU 14: NIVEAU D'ATTEINTE DES OS ET DE LOG EN 2012.....	30
TABLEAU 15 : RESULTATS ATTENDUS ET INDICATEURS 2012 REVISES.....	31
TABLEAU 16 : BILAN FINANCIER 2012	35
TABLEAU 17: CIBLES 2013	42
TABLEAU 18 : REPARTITION DES SOUS ACTIVITES PAR STRUCTURES ET PAR OBJECTIFS SPECIFIQUES...	44
TABLEAU 19 : ACTIVITES DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DE L'AGENCE DE L'EAU DU NAKANBE.....	45
TABLEAU 20 : ACTIVITES DE PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU DES AUTRES AGENCES DE L'EAU ..	46
TABLEAU 21: ACTIVITES MAJEURES DE LA DGRE POUR 2013.....	46
TABLEAU 22 : REPARTITION DU BUDGET DU PTB 2013 (EN FCFA)	51
TABLEAU 23 : RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION	52

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1: SOUS-ACTIVITES REALISEES PAR AGENCE DE L'EAU.....	13
GRAPHIQUE 2: AVANCEMENT DES SOUS-ACTIVITES DES STRUCTURES CENTRALES	17
GRAPHIQUE 3: AVANCEMENT DES SOUS-ACTIVITES DES AUTRES STRUCTURES D'EXECUTION.....	19
GRAPHIQUE 4: POURCENTAGE D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 1 PAR AGENCE DE L'EAU	25
GRAPHIQUE 5: POURCENTAGE D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 2.....	27

GRAPHIQUE 6: POURCENTAGE D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 3.....	28
GRAPHIQUE 7: POURCENTAGE D'ATTEINTE DES RESULTATS DE LOS 4.....	29
GRAPHIQUE 8: POURCENTAGE D'ATTEINTE DES OS ET OG.....	30
GRAPHIQUE 9: REPARTITION DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS PAR STRUCTURE.....	48
GRAPHIQUE 10 : REPARTITION DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS SELON LES OBJECTIF SPECIFIQUES	49
GRAPHIQUE 11 : REPARTITION GLOBAL DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS.....	50

Sigles et abréviations

ABS	:	Appui Budgétaire Sectoriel
AELB	:	Agence de l'Eau Loire Bretagne
AEPA	:	Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AP	:	Appui Projet ou Programme
Asdi	:	Agence suédoise de coopération internationale au développement
ASEA	:	Appui au Secteur Eau et Assainissement
ATI-CT	:	Assistance Technique Internationale - Court Terme
ATI-LT	:	Assistance Technique Internationale - Long Terme
BD-SNIEau	:	Base de données du SNIEau
BPO	:	Budget Programme par Objectif
BTP	:	Bâtiments et Travaux Publics
CB	:	Comité de Bassin
CFE	:	Contribution Financière en matière d'Eau
CISE	:	Comité Inter-Service de l'Eau
CLE	:	Comité Local de l'Eau
CNEau	:	Conseil National de l'Eau
CP	:	Comité de Pilotage
CP/PAGIRE	:	Comité de Pilotage du PAGIRE
CPWF	:	Challenge Program for Water and Food
CRA	:	Chambre Régionale de l'Agriculture
CRAT	:	Commission Régionale d'Aménagement du Territoire
CRS	:	Catholic Relief Service
CSLP	:	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTE	:	Comité Technique de l'Eau
Danida	:	Agence danoise de coopération internationale
DAO	:	Dossier d'Appel d'Offre
DGRE	:	Direction Générale des Ressources en Eau
DRAH	:	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Hydraulique
GIRE	:	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GTC	:	Groupe Technique de Coordination
GWI	:	Global Water Initiative
IEC	:	Information, Education, Communication
IOTA	:	Installation Ouvrage Travaux et Activités
IWMI	:	International Water Management Institute
MCA	:	Millenium Challenge Account
MCC	:	Millenium Challenge Corporation
MEAHA	:	Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement
ONEA	:	Office National de l'Eau et Assainissement
PADSEA II	:	Programme d'Appui au Développement du Secteur Eau et Assainissement . Phase II
PAGEV	:	Programme d'Appui à la Gouvernance de l'Eau dans le bassin de la Volta
PAGIRE	:	Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PC	:	Panier Commun
PD	:	Paieement Direct

PDA	:	Projet de développement de l'agriculture (MCA)
PDP2	:	Programme Détaillé du PAGIRE-Phase 2
PFC	:	Protocole de Financement Commun
PN-AEPA	:	Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
PTB	:	Plan de Travail et Budget
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
SAGE	:	Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SDAGE	:	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SNIEau	:	Système National d'information sur l'Eau
SP/PAGIRE	:	Secrétariat Permanent du PAGIRE
UICN	:	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
VREO	:	Valorisation des Ressources en Eau de l'Ouest

Principales caractéristiques du programme

Ministère de tutelle	Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement
Intitulé du programme	Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau phase 2 (PAGIRE 2)
Zone d'intervention	Tout le territoire national
Durée	Six ans (2010-2015)
Date de démarrage	Juillet 2010
Date de clôture	Décembre 2015
Coût (F CFA)	21 265 591 100
Financement:	<ul style="list-style-type: none"> - Gouvernement du Burkina Faso - Agence danoise de coopération internationale (Danida) - Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi) - Millennium Challenge Corporation (MCC) - Initiative Mondiale pour l'Eau (GWI) - Agence de l'eau Reest en Wieden des Pays Bas - Agence de l'eau Loire Bretagne de la France - Volet 4/CPWF
Structure de pilotage / coordination	<ul style="list-style-type: none"> - Comité de Pilotage - Secrétariat Permanent du PAGIRE
Organismes/Structures d'exécution	<ul style="list-style-type: none"> - Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) - Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Hydraulique (DRAH) - Agences de l'eau - Autres structures partenaires (Météo, Collectivités territoriales)

INTRODUCTION

Le Plan d'action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) est l'outil majeur de mise en œuvre de la GIRE au Burkina Faso ; il couvre la période 2003-2015 répartie en deux phases (2003-2009 et 2010-2015). Les actions de la première phase ont fait l'objet de rapports bilans qui décrivent les résultats atteints.

Les actions de la deuxième phase du PAGIRE (2010-2015) ont été définies sur la base d'un bilan de la première phase réalisé en 2009. Elles visent essentiellement à consolider les acquis de la première phase et à faire en sorte que la GIRE devienne une réalité sur l'ensemble du territoire national à l'horizon 2015.

La mise en œuvre du PAGIRE phase 2 est placée sous la responsabilité des structures d'exécution (administration publique, société d'État, projets et programmes, société civile, secteur privé) sous la coordination du Secrétariat Permanent du PAGIRE et le pilotage du Comité de Pilotage.

Le contexte général de mise en œuvre de la seconde phase est marqué par :

- La mise en œuvre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement ;
- la dynamique en cours au Burkina Faso pour l'application du Budget-Programme basée sur la « Gestion axée sur les résultats » ;
- la multiplicité des intérêts pour les ressources en eau et l'accroissement continu des demandes pour les différents usages.

Le présent rapport soumis par le SP/PAGIRE, à l'approbation du Comité de Pilotage du PAGIRE phase 2, rend compte de la situation d'exécution du PTB 2012 et présente le projet de PTB 2013. Il a été élaboré en collaboration avec l'ensemble des structures d'exécution qui ont en charge des activités dans le cadre de l'appui au PAGIRE phase 2/ASEA, du volet GIRE du PDA/MCA et du projet GIRE-GWI/UICN.

Le rapport est structuré en trois grandes parties :

Partie I : Généralités

Partie II : Bilan annuel d'exécution du PTB 2012

Partie III : Plan de Travail et Budget 2013

Les annexes complètent le rapport.

PARTIE I : GENERALITES

1.1-RAPPEL SUR LE PAGIRE phase 2

1.1.1-OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif général du PAGIRE est de « *Contribuer à la mise en œuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau du pays, adaptée au contexte national, conforme aux orientations définies par le Gouvernement burkinabè et respectant les principes reconnus au plan international en matière de gestion durable et écologiquement rationnelle des ressources en eau* » (PAGIRE, mars 2003).

Pour la seconde phase du PAGIRE, le Gouvernement s'est fixé comme objectif de « **Rendre effective la gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso à l'horizon 2015** ».

De cet objectif intermédiaire, trois objectifs spécifiques se déclinent :

- ☐ **Objectif Spécifique (OS) 1 :** Gérer de manière concertée les ressources en eau des bassins hydrographiques du pays à travers les agences de l'eau ;
- ☐ **Objectif Spécifique (OS) 2 :** Assurer l'opérationnalisation du cadre politique, juridique et financier de gestion des ressources en eau à l'horizon 2015 ;
- ☐ **Objectif Spécifique (OS) 3 :** Assurer le suivi et développer la connaissance des ressources en eau au bénéfice des usagers à travers le Système National d'Information sur l'Eau ;
- ☐ **Objectif Spécifique (OS) 4 :** Assurer la coordination et le suivi du processus de la GIRE à travers l'opérationnalisation du SP/PAGIRE.

Les résultats attendus du PAGIRE phase II sont les suivants :

- R1 :** la gestion concertée des ressources en eau, s'appuyant sur les SDAGE et les SAGE, est appliquée dans tous les bassins hydrographiques à l'horizon 2015 ;
- R2 :** le cadre politique, juridique et financier de gestion des ressources en eau est appliqué à l'horizon 2015 ;
- R3 :** la connaissance des ressources en eau au service des usages, à travers un système national d'information sur l'eau opérationnel, est effective à l'horizon 2015 ;
- R4 :** la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PAGIRE sont assurés par le SP/PAGIRE.

1.1.2-MISE EN) UVRE DU PAGIRE PHASE 2

La mise en œuvre de la seconde phase du PAGIRE est placée sous la responsabilité du Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement. Elle est réalisée au quotidien sous la responsabilité directe du Secrétariat Permanent du PAGIRE rattaché au Secrétariat général du ministère de tutelle.

Le pilotage est assuré par un Comité National de Pilotage (CNP) qui traduit la responsabilité collégiale des acteurs nationaux et des partenaires concernés par le PAGIRE 2 et qui permet

d'associer, à l'échelle nationale, les représentants de l'ensemble des parties prenantes du PAGIRE.

Les principales structures d'exécution sont :

- les Agences de l'eau ;
- la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) et plus particulièrement sa Direction de la Législation et du Suivi des Organismes de gestion des ressources en eau (DLSO), sa Direction des Etudes et de l'information sur l'eau (DEIE), sa Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau (DMRE) et la Cellule d'Assistance à la DGRE ;
- les Directions Régionales du Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique, plus particulièrement les Services des Ressources en Eau ;
- la Direction Générale de la Météorologie.

En outre, d'autres partenaires tels que le MCA-Burkina à travers la composante GIRE du Projet de Développement de l'Agriculture (PDA) et l'UNICEF à travers le Projet d'Appui à la Gouvernance de l'Eau dans la Volta (PAGEV) et le Global Water Initiative (GWI) participent à la mise en œuvre du PAGIRE 2.

1.2-COMPOSANTE APPUI AU PAGIRE Phase 2/ASEA

1.2.1-OBJECTIFS

L'objectif de développement de l'Appui au Secteur Eau et Assainissement (ASEA) est de *«Contribuer à la réalisation des objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté¹ et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers l'appui au Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE) et au Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) du Burkina Faso selon des modalités qui renforcent l'approche programme, l'appui budgétaire, la décentralisation et les aspects genre»*.

La composante Appui au PAGIRE-Phase 2 est une des deux composantes de l'Appui au Secteur Eau et Assainissement. Elle vise à appuyer la mise en œuvre du PAGIRE par des actions contribuant à l'atteinte de l'objectif et des quatre résultats définis par le Gouvernement pour la seconde phase du PAGIRE (2010-2015).

L'objectif de la composante Appui au PAGIRE-Phase 2 est le suivant : *Contribuer à l'effectivité de la gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso, à l'horizon 2015.*

Les activités de la composante Appui au PAGIRE-Phase 2 sont financées, dans un premier temps, à travers un Panier commun et progressivement à travers un appui budgétaire sectoriel. La mise en œuvre du PAGIRE, et de la composante Appui au PAGIRE-Phase 2, est placée sous la responsabilité du ministère en charge de la gestion des ressources en eau. La coordination de la mise en œuvre du PAGIRE, et de la composante, est assurée par une administration de mission, le Secrétariat Permanent du PAGIRE (SP/PAGIRE), rattaché au Secrétariat Général du Ministère en charge de l'eau.

¹ Formulation de l'objectif avant l'adoption de la SCADD (Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable)

L'exécution des activités est confiée à des structures d'exécution. Le pilotage de la composante est assuré par le Comité National de Pilotage du PAGIRE-Phase 2.

1.2.2-BUDGET DE LA COMPOSANTE

Les tableaux ci-après présentent les montants des financements par composante et par « bailleur ».

TABLEAU 1 : Montants prévus de l'appui Danois (millions FCFA)

Mécanisme de financement	Période						Total
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Panier commun	570	940	620	344	190	80	2744
ABS ²	0	0	0	118	118	118	354
TOTAL	570	940	620	462	308	198	3098

TABLEAU2 : Montants prévus de l'appui Suédois (millions FCFA)

Mécanisme de financement	Période						TOTAL
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Panier commun	114,4	339,95	381,55	715	747,5	650	2 948,4
Assistance Technique	65	325	325	219,375	162,5	40,625	1 137,5
Audits et études	-	-	32,5	19,5	19,5	26	97,5
TOTAL	179,4	664,95	739,05	953,875	929,5	716,625	4 183,4

TABLEAU3 : Montants prévus de la contrepartie nationale (millions FCFA)

Mécanisme de financement	Période						TOTAL
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	
Panier commun	69,69	182,226	228,05	246,105	316,77	411,8	1 454,641

Le montant global du panier commun est estimé à 7 147,041 Millions de FCFA avec une contribution de 41% de la coopération danoise, 38% de la coopération suédoise et 20% de la contrepartie nationale.

1.3-AUTRES PROJETS/PROGRAMMES A COMPOSANTE GIRE

1.3.1-VOLET GIRE DU PDA/MCA-Burkina

Le Programme de Développement de l'Agriculture (PDA) a pour objectif de « réduire la vulnérabilité des activités de production agro-sylvo-pastorale, notamment en offrant une meilleure maîtrise et gestion de l'eau, un élargissement des opportunités d'emploi et d'activités

² La revue à mi-parcours de 2012 décidera de la répartition des budgets 2013-2015 entre les mécanismes de financement

génératrices de revenus par les productions ou les cultures de contre saison et enfin de favoriser l'intensification et la modernisation des productions agricoles. Il vise en outre, la mise en place d'infrastructures marchandes et la promotion, par le crédit, de l'émergence de petites unités de transformation et de conservation des produits répondant à des normes de production et de qualité communément admises ».

Ce programme est mis en œuvre par le Millenium Challenge Account Burkina Faso avec le financement du Millenium Challenge Corporation (MCC). Il comporte trois (03) composantes dont la composante « Gestion de l'eau et irrigation ». Cette composante se décline en quatre (04) sous composantes qui sont :

- la Gestion Intégrée des ressources en Eau (GIRE) ;
- la Réhabilitation du barrage-vannes de Léré et des ouvrages associés ;
- le développement de l'irrigation à Di ;
- le renforcement des capacités (AMVS, DGRE).

La sous composante « Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) » vise essentiellement le développement de la gestion intégrée des ressources en eau dans les bassins du Mouhoun et de la Comoé à travers la mise en place des structures de gestion ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) pour une gestion concertée, équitable et durable des ressources en eau.

Cette sous-composante permettra :

- la création et la formation des Comités Locaux de l'Eau (CLE), les associations d'usagers de l'Eau (AUE) ;
- l'élaboration des plans de gestion intégrée de l'eau (PGIE) ;
- l'établissement d'une situation claire et précise en matière des ressources en eau, des usages et des usagers.

1.3.2-APPUIS A L'AGENCE DE L'EAU DU NAKANBE PAR DES AGENCES DE L'EAU PARTENAIRES

L'Agence de l'eau du Nakanbé a su tisser un partenariat fructueux avec plusieurs partenaires nationaux et internationaux sensible à la mise en œuvre de la GIRE dans notre pays. Au titre des partenaires qui appuient l'Agence, il y a : (i) l'Agence Reest en Wieden des Pays Bas et (ii) l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

Projet d'appui à l'opérationnalisation de l'Agence de l'Eau du Nakanbé

Le projet d'appui à l'opérationnalisation de l'Agence de l'eau du Nakanbé est mis en œuvre dans le cadre du partenariat entre l'Agence de l'eau du Nakanbé et l'Agence Reest en Wieden des Pays-Bas.

L'objectif général du projet est de contribuer au développement durable en améliorant la gouvernance et la gestion des ressources en eau dans l'espace de gestion du Nakanbé. Plus spécifiquement, il va agir durant les cinq années d'appui (2012-2016) de :

- développer les capacités (techniques et administratives) de l'AEN par le transfert de compétence et échanges d'expériences entre experts des trois agences;
- renforcer le montage institutionnel et financier de l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN) ;
- appuyer l'élaboration d'outils d'aide à la planification ;
- contribuer à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux (SDAGE) du bassin du Nakanbé ;
- élaborer les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de 3 sous bassins hydrographiques du Nakanbé ;
- mettre en œuvre la Contribution Financière en matière d'Eau (CFE) ;
- mettre en place des Comités Locaux de l'Eau (CLE).

Appui technique à la mise en œuvre d'une Politique GIRE dans le Bassin du Nakanbé

Le projet d'Appui technique à la mise en œuvre d'une Politique GIRE dans le Bassin du Nakanbé est un projet financé par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne de la France. Il fait suite au protocole d'accord de coopération pour le développement d'actions communes dans le domaine de la gestion intégrée des ressources en eau et de la coopération décentralisée signé en octobre 2010.

D'une durée de deux (2) ans (2012-2013) et pour un montant de plus de 80 millions de FCFA, ce projet vise à consolider la démarche de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) en collaboration avec les autorités burkinabés à travers le développement d'outils et de méthodologies ad hoc sur le bassin du Nakanbé.

Le projet cible trois « piliers » fondamentaux de la GIRE à l'échelle du bassin du Nakanbé en :

- Consolidant la **gouvernance** de la gestion des ressources en eau sur le bassin :
 - renforcement du rôle des acteurs au travers du Comité de Gestion du Bassin ;
 - implication des usagers et de la société civile au travers des Comités locaux de l'eau ;
 - préparation des décisions par le Secrétariat Permanent ;
 - articulation entre les différentes instances, en coordination avec le niveau national ;
 - articulation avec l'Autorité du Bassin de la Volta.
- Amélioration de la **gestion des données** sur l'eau au niveau du bassin et consolidation au niveau national
- Approfondissement de la méthodologie de **planification**, en particulier s'agissant des ouvrages hydrauliques. A partir des données disponibles, le présent projet développera cette méthodologie sur une expérience pilote à l'échelle du bassin.

Synthèse et Suivi des projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le cadre de la coopération décentralisée en complément des campagnes d'équipement nationales

Le plan budgétaire des appuis à l'Agence de l'Eau du Nakanbé est le suivant :

TABLEAU 4 : Montants prévus des appuis Néerlandais et Français à l'Agence de l'Eau du Nakanbé (millions FCFA)

Sources	Période					TOTAL
	2012	2013	2014	2015	2016	
Reest en Wieden (Pays-Bas)	164,13	159,34	126	103,34	77,1	629,91
Agence de l'Eau Loire Bretagne (France)	45	40	-	-	-	85
TOTAL	209,13	199,34	126	106,34	77,1	714,91

1.3.3-PROJET VOLET 4 DU CHALLENGE PROGRAM ON WATER AND FOOD (CPWF) DANS LE BASSIN DE LA VOLTA

Le CPWF est un programme dont l'objectif est d'augmenter la résilience des socio-écosystèmes grâce à une meilleure gestion de l'eau pour l'augmentation de la production alimentaire. Il comporte plusieurs volets dont le Volet 4 : *Gestion des sous bassins et gouvernance des eaux de pluies et des petits barrages* coordonné par l'International Water Management Institute (IWMI) dans lequel le SP/PAGIRE collabore.

L'objectif du projet V4 est d'améliorer la productivité agricole au moyen d'une meilleure gestion des bassins versants et des petits réservoirs dans la zone du projet. Il s'agira à travers des modélisations d'accompagnement d'améliorer la gestion des petits réservoirs en vue de booster la productivité agricole en vue de contribuer à la lutte contre la pauvreté.

Le projet a démarré ses activités sur le terrain en mars 2011. Au Burkina Faso, des missions de concertations ont eu lieu sur le terrain et auprès des autorités aussi bien au niveau central que local pour expliquer les motivations du projet et solliciter l'appui et l'implication des différents acteurs de la gestion de l'eau et des ressources naturelles pour la mise en œuvre des activités. Le coût du projet est estimé à environ 400 millions de FCFA.

TABLEAU 5 : Montants prévus du Projet V4/CPWF (millions FCFA)

Sources	Période					TOTAL
	2011	2012	2013	2014	2015	
CPWF	11	10	4,25	-	-	25,25

Les prochains chapitres traitent du bilan et des perspectives des activités des différentes structures d'exécution incluses dans le Plan de Travail et Budget 2012 du PAGIRE phase 2.

PARTIE II : BILAN ANNUEL DU PTB 2012

CHAPITRE II : BILAN PHYSIQUE DU PTB 2012

Le présent chapitre dresse le bilan des activités du PAGIRE pour l'année 2012.

En rappel, le Comité de Pilotage tenu le 16 octobre 2012 a approuvé le bilan semestriel et la révision du PTB 2012. Le Présent rapport fait le bilan annuel de la mise en œuvre du PTB 2012 révisé.

2.1-DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Afin de dresser le bilan des activités réalisées entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2012, la démarche méthodologique suivante a été adoptée :

- le Plan de Travail et de Budget (PTB) 2012 révisé est utilisé comme le référentiel de l'analyse permettant d'établir le bilan des activités ;
- un canevas du PTB 2012 révisé a été envoyé à chacune des structures d'exécution afin de recueillir les informations et les données nécessaires à l'établissement du présent rapport ;
- la tenue entre décembre 2012 et janvier 2013 d'une série d'ateliers de bilan et programmation avec chacune des Agences de l'eau³ ainsi que les structures centrales ;
- la tenue d'un atelier de validation du bilan 2012 et de la programmation 2013 les 5-6 février 2013 à Koudougou ;
- l'élaboration du présent rapport par le SP/PAGIRE.

Par ailleurs, le bilan physique PTB 2012 révisé est établi suivant deux approches :

- une première approche qui est une analyse factuelle des sous-activités réalisées par chacune des structures d'exécution. Il s'est agi de faire le décompte des sous-activités inscrites au programme de travail annuel de chacune des structures d'exécution et donc de mesurer les efforts consentis et de dégager les grandes contraintes qui ont entravé la bonne marche des activités. Ainsi, au regard du nombre de sous-activités à mener, nous avons établi le nombre de sous-activités réalisées, celles partiellement réalisées et celles non réalisées ;
- une deuxième approche a consisté à utiliser le système de pondération en ayant recours aux coefficients de pondération pour chaque sous-activité. Ce coefficient constitue le poids estimé de la sous-activité dans la réalisation des activités. Il s'agit d'un coefficient multiplicateur du niveau de réalisation estimé sur une échelle de 0 à 100% par les structures d'exécution qui permet de déterminer la moyenne pondérée exprimée en pourcentage pour chaque activité. La même opération est répétée en cascades pour déterminer le niveau d'exécution des actions, des résultats et des objectifs. Cette approche permet d'évaluer la valeur ajoutée des efforts fournis pour l'atteinte des objectifs.

³ Ces séances de travail ont connu la participation de membres désignés des Comités de bassin, représentant de CLE et de Services techniques déconcentrés

2.2-RAPPEL SUR LE PTB 2012

Le PTB initial 2012 prévoyait la réalisation de 734 sous-activités. Suite à sa révision, le nombre de sous-activités à réaliser a été ramené à 474.

La répartition des sous-activités par structure d'exécution est rappelée dans le tableau ci-après.

TABEAU 6 : Répartition des sous-activités par structure d'exécution

N°	Structures	Total Sous-Activités	OS1	OS2	OS3	OS4	%
1	AEN	80	80	-	-	-	16,9%
2	AEM	42	42	-	-	-	8,9%
3	AEC	35	35	-	-	-	7,4%
4	AEG	31	31	-	-	-	6,5%
5	AEL	24	24	-	-	-	5,1%
6	DLSO	65	23	42	-	-	13,7%
7	DEIE	89	-	-	89	-	18,8%
8	DMRE	7	-	-	7	-	1,5%
9	DPSCET	4	-	4	-	-	0,8%
10	DGM	4	-	-	4	-	0,8%
11	DRAH	6	3	1	2	-	1,3%
12	SP/PAGIRE	80	-	-	-	80	16,9%
13	AT-LT/PAGIRE	7	-	-	-	7	1,5%
Global		474	238	47	102	87	100%

L'annexe 2 présente le bilan détaillé du PTB 2012 révisé. Les sous-activités inscrites au PTB sont mises en œuvre par douze (12) structures d'exécution différentes avec l'appui d'un bureau d'Assistance Technique au PAGIRE phase 2 (COWI).

Le tableau 6 indique que 44,8% des sous-activités du PTB 2012 sont prévues pour être exécutées par les agences de l'eau. Cela montre la forte emprise des agences de l'eau sur le résultat d'exécution du PTB 2012.

En outre, les structures qui sont, les Agences de l'eau, la DLSO, la DEIE et le SP/PAGIRE à elles seules ont la charge d'exécuter plus de 90% des sous-activités du PTB 2012.

2.3-ANALYSE FACTUELLE DE L'EXECUTION DES ACTIVITES

L'analyse factuelle de l'exécution des sous-activités du PTB 2012 indique du point de vue des prévisions d'exécution, le nombre de sous-activités qui ont pu effectivement être réalisées dans les délais, celles qui ont pu démarrer sans être achevées et celles qui n'ont pas pu démarrer au cours de l'année. Afin d'avoir une même échelle de comparaison, les résultats ont été exprimés en pourcentage. Il est convenu de considérer comme :

- réalisée toute sous-activité qui a un taux d'exécution compris entre 80-100% ;
- partiellement réalisée toute sous-activité dont le taux d'exécution est compris entre 20-79% ;
- non réalisée toute sous-activité dont le taux d'exécution est compris entre 0-19%.

Les analyses sont présentées par structure d'exécution.

2.3.1-AGENCES DE L'EAU

Il convient de rappeler que des cinq Agences de l'eau qui ont été créées par convention constitutive entre l'Etat et les collectivités concernées, seulement l'Agence de l'eau du Nakanbé disposait en début d'année 2012 de l'ensemble de ses organes (Comité de bassin, Conseil d'administration et Direction générale) et ce, depuis 2010. Les autres étaient (en début d'année 2012) à l'état de noyau technique, c'est-à-dire de structures de mission rattachées à la DGRE dont la mission principale est d'œuvrer à la mise en place des organes de l'Agence.

En fin 2011, les quatre agences étaient au stade de finalisation des dossiers pour la prise d'arrêté de nomination des membres des Comités de bassin. L'état des lieux des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) et la mise en place de 10 CLE des Agences de l'eau du Mouhoun et des Cascades étaient en cours tandis que l'Agence de l'eau du Nakanbé lançait son processus de passation des marchés pour l'élaboration de la phase 2 (scénarios) du SDAGE de l'espace de gestion.

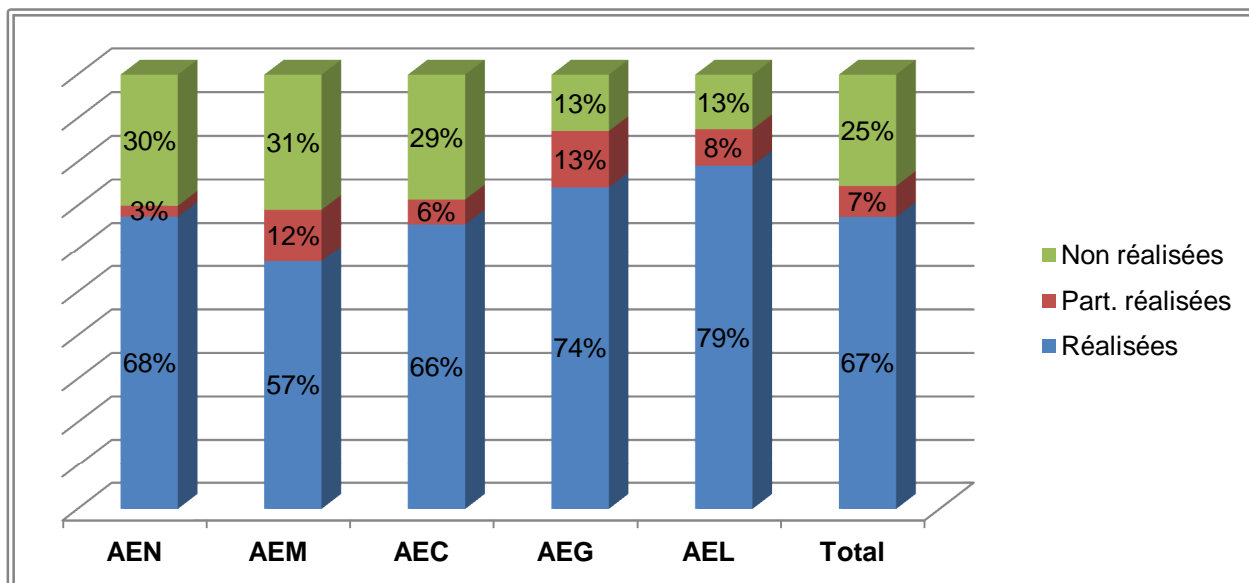
Globalement, la programmation de 2012 des agences était axée sur la poursuite des activités engagées, l'accélération du processus de mise en place des organes et le démarrage d'activités de terrain. Comme l'indique le tableau 7 ci-dessous, sur un total de 212 sous-activités prévues par les agences de l'eau, 74% ont été lancées et environ 25% n'ont pas pu démarrer.

TABEAU 7: Sous-activités réalisées par Agence de l'eau en 2012

Structures	Total sous-activités	Réalisées		Partiellement réalisées		Non Réalisées	
		Nbre	Pourcentage	Nbre	Pourcentage	Nbre	Pourcentage
AEN	80	54	68%	2	3%	24	30%
AEM	42	24	57%	5	12%	13	31%
AEC	35	23	66%	2	6%	10	29%
AEG	31	23	74%	4	13%	4	13%
AEL	24	19	79%	2	8%	3	13%
Total	212	143	67%	15	7%	54	25%

Le graphique ci-après illustre la situation de la mise en %uvre des sous-activités au niveau de des Agences de l'eau.

Graphique 1: Sous-activités réalisées par Agence de l'eau



De manière plus détaillé, il ressort que l'ensemble des Agences de l'eau ont entièrement exécuté à près de 74% leur programme de travail. Cela démontre une bonne programmation des activités par ces structures et révèle également une certaine maîtrise des contraintes d'exécution du plan de travail.

Les Agences de l'eau du Liptako (AEL) et du Gourma (AEG) enregistrent respectivement un taux d'exécution de 79% et 74%. L'Agence de l'eau du Mouhoun présente le taux le plus faible (57%) par rapport aux autres agences. Cette Agence a été confrontée à des délais courts de mobilisation des fonds du PFC pour le financement des activités d'appui aux CLE existants et de la protection du cours d'eau Kou, ce qui a contribué à la réduction de son taux.

Les efforts déployés cette année par les agences de l'eau ont permis d'aboutir aux résultats suivants :

Au niveau de l'Agence de l'eau du Nakanbé

- le comité de bassin a été renouvelé et l'arrêté de nomination a été introduit à la signature de l'autorité. L'installation est prévue courant mars 2013 ;
- le marché de élaboration de la seconde phase du SDAGE a été attribué et le contrat est en cours d'approbation ;
- le marché pour la restructuration de 7 CLE a été attribué et les contrats sont également en cours d'approbation ;
- l'affectation par le ministère des finances d'un agent comptable au sein de la Direction générale de l'Agence de l'eau pour le recouvrement de la Contribution financière en matière d'eau (CFE).

Il faut noter que compte tenu de la fin du mandat des membres du Comité de bassin et le retard accusé dans le processus de renouvellement des mandats, le comité de bassin n'a pas pu tenir sa session statutaire de 2012. Par contre, le Conseil d'administration a fonctionné et a pu tenir une session en 2012 et la deuxième session de 2012 est programmée en début 2013.

Au niveau de l'Agence de l'eau du Mouhoun

- l'état des lieux du SDAGE de l'Agence a été validé par les acteurs de l'espace de gestion en juillet et finalisé en octobre 2012;
- six (06) des sept (07) CLE en cours de mise en place dans l'espace de l'Agence ont vu leur diagnostic conjoint validé par les acteurs du CLE ;
- l'arrêté conjoint portant approbation de la convention constitutive de l'Agence a été signé le 30 octobre 2012 ;
- le projet d'arrêté de nomination des membres du Comité de bassin de l'Agence a été introduit à la signature de l'autorité ;
- une feuille de route a été élaborée conjointement par le Ministère chargé de l'eau (SG, DGRE, SP/PAGIRE), le MCA et le MCC pour la mise en place des organes de l'Agence de l'eau.

Il est à noter que l'Agence de l'eau du Mouhoun a été créée le 23 janvier 2010 et le noyau technique a été mis en place au cours de la même année. Mais force est de reconnaître que le processus de mise en place des organes accuse un énorme retard lié à diverses contraintes (retard dans la signature de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive et lenteur dans la désignation des membres du comité de bassin).

Au niveau de l'Agence de l'eau des Cascades

- l'état des lieux du SDAGE de l'Agence a été validé par les acteurs de l'espace de gestion en juin 2012 et finalisé en septembre 2012;
- les trois (03) CLE en cours de mise en place dans l'espace de l'Agence ont vu leur diagnostic conjoint validé par les acteurs du CLE ;
- l'arrêté conjoint portant approbation de la convention constitutive a été signé le 30 octobre 2012 ;
- le projet d'arrêté de nomination des membres du Comité de bassin de l'Agence est en cours de finalisation ;
- une feuille de route a été élaborée conjointement par le Ministère chargé de l'eau (SG, DGRE, SP/PAGIRE), le MCA et le MCC pour la mise en place des organes de l'Agence de l'eau.

L'Agence de l'eau des Cascades a été créée le 22 mars 2010 et le noyau technique a été mis en place au cours de la même année. Deux contraintes majeures freinent la mise en place des organes dans cette Agence. Il s'agit notamment du retard dans la signature de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive et la lenteur dans la désignation des membres du comité de bassin.

Au niveau de l'Agence de l'eau du Gourma

- l'arrêté conjoint portant approbation de la convention constitutive a été signé le 30 octobre 2012 ;
- les différents représentants des structures membres du Comité de bassin ont été désignés et le projet d'arrêté de nomination a été introduit à la signature de l'autorité ;
- l'affectation de deux (02) nouveaux agents au noyau technique de l'Agence ;

- la tenue d'ateliers de sensibilisation des acteurs sur le rôle de l'Agence de l'eau du Gourma, la CFE, la police de l'eau et la protection des ressources en eau.

Les contraintes spécifiques à la mise en place des organes de cette Agence sont d'ordre administratif avec le retard dans la signature de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive et la lenteur dans la désignation des membres du comité de bassin.

Au niveau de l'Agence de l'eau du Liptako

- l'arrêté conjoint portant approbation de la convention constitutive a été signé le 30 octobre 2012 ;
- les différents représentants des structures membres du Comité de bassin ont été désignés et le projet d'arrêté de nomination a été introduit à la signature de l'autorité ;
- l'affectation de deux (02) nouveaux agents (dont le nouveau responsable) au noyau technique de l'Agence ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation des acteurs sur le rôle de l'Agence de l'eau du Liptako, la CFE et la police de l'eau.

Les contraintes spécifiques liées à la mise en place des organes de cette Agence sont d'ordre administratif avec le retard dans la signature de l'arrêté d'approbation de la convention constitutive et la lenteur dans la désignation des membres du comité de bassin.

Globalement, les principaux facteurs qui ont eu un impact négatif sur la performance des agences de l'eau en 2012 sont :

- la lenteur dans le processus de recrutement du consultant pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) de l'espace de gestion du Nakanbé compte tenu de la procédure de passation de marché ;
- la lenteur dans la mise en place du Comité bassin dans les Agences de l'eau du Mouhoun, des Cascades, du Gourma et du Liptako liée surtout au retard dans la signature de l'arrêté d'approbation des conventions constitutives des agences de l'eau et la désignation des membres des Comités de Bassin ;
- le retard constaté dans l'élaboration du SDAGE des espaces de gestion du Mouhoun et des Cascades lié surtout au non-respect de certains délais par le bureau prestataire.

Compte tenu du fait que beaucoup d'activités des agences de l'eau sont interdépendantes, les retards enregistrés pour certaines activités, ont provoqué un retard sur les autres.

2.3.2-STRUCTURES CENTRALES

Les prochaines sections analysent l'avancement des sous-activités qui sont du ressort de la DLSO, de la DEIE et du SP/PAGIRE. En outre, la situation de l'avancement des sous-activités conduites par les structures telles que les DRAH, la Météo, la DMRE est aussi établie. Il est toutefois à noter que ces « autres structures d'exécution » n'étant responsables que pour 4% de la réalisation des sous-activités du PTB 2012, n'ont par conséquent qu'un impact limité dans l'avancement global des activités.

DLSO, DEIE et SP/PAGIRE

Les trois structures étaient responsables de la mise en œuvre de 234 sous-activités réparties dans les objectifs spécifiques 1, 2, 3 et 4 (Voir tableau 6). Pour ces structures, la programmation était essentiellement axée sur :

DLSO : l'accélération du processus d'opérationnalisation de la CFE avec la sensibilisation des acteurs et la élaboration de documents complémentaires (décret sur la taxe de pollution, plan de mise en œuvre de la CFE, etc.), la mise en place d'un service pilote de la Police de l'eau dans le sous bassin du Kou, la dynamisation des Comités Inter-Services de l'Eau (CISE) et l'appui à l'opérationnalisation des Agences de l'eau.

DEIE : le suivi des ressources en eau, le traitement des données, la élaboration des produits de diffusion et leur mise à disposition, la mise en œuvre du protocole tripartite (DGRE, Danida, Bureau d'études) pour la finalisation de la BD-SNIEau, la réalisation d'études spécifiques en lien avec les ressources en eau, l'acquisition des équipements de laboratoire et du suivi des réseaux, la mise en place des centres régionaux de documentation et d'information sur l'eau et la réalisation de l'état des lieux de la qualité de l'eau.

SP/PAGIRE : la réalisation du plan de développement des ressources humaines (PDRH), la élaboration de la stratégie Genre et GIRE, la finalisation du manuel de suivi évaluation, la élaboration du BPO 2013-2015, la finalisation de la stratégie IEC-GIRE et le suivi de la formation des diplômés dans le secteur de l'eau.

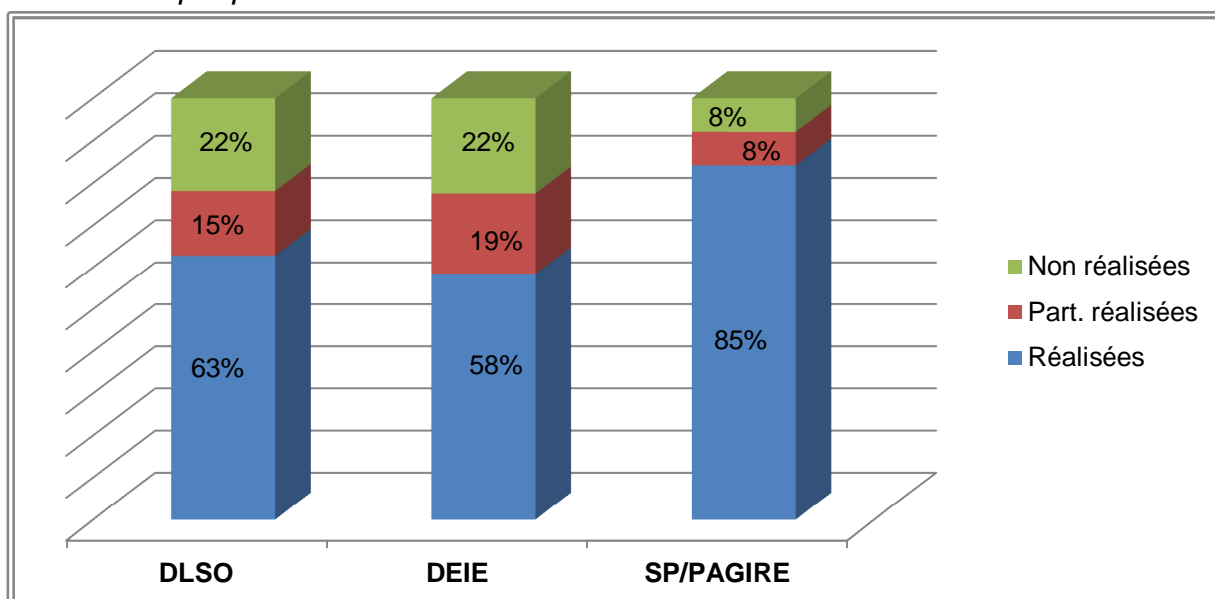
Le tableau 8 présente le taux d'avancement des sous-activités mises en œuvre par la DLSO, la DEIE et le SP/PAGIRE au cours de l'année 2012.

TABLERAU 8 : Avancement des sous-activités des structures centrales

Structures	Total sous-activités	Réalisées		Partiellement réalisées		Non Réalisées	
		Nbre	Pourcentage	Nbre	Pourcentage	Nbre	Pourcentage
DLSO	65	41	63%	10	15%	14	22%
DEIE	89	52	58%	17	19%	20	22%
SP/PAGIRE	80	68	85%	6	8%	6	8%
Total	234	161	69%	33	14%	40	17%

Le graphique ci-après illustre la situation d'avancement des sous-activités des structures centrales d'exécution.

Graphique 2: Avancement des sous-activités des structures centrales



Il ressort du tableau 8 et du graphique 2 ci-dessus les observations suivantes :

- la DLSO a lancé au cours de la période étudiée 78% des sous-activités prévues (dont 63% entièrement réalisées) et la DEIE a lancé 77% des sous-activités prévues (dont 58% entièrement réalisées) ;
- quant au SP/PAGIRE, il a lancé 93 % (dont 85% entièrement réalisées) des sous-activités dont il avait la responsabilité de mise en œuvre ;
- globalement, la situation de réalisation des sous-activités des structures centrales d'exécution pour l'année 2012 est satisfaisante et se présentent comme suit : 69% des sous-activités ont été entièrement réalisées, 14% ont été partiellement et 17% des sous-activités n'ont pas été réalisées.

Les activités réalisées ont permis d'atteindre au cours de l'année 2012 résultats suivants :

Au niveau de la DLSO

- la validation du rapport de l'étude sur l'opérationnalisation de la Police de l'eau ;
- la validation du rapport de l'étude portant sur « les interactions entre la GIRE et la Décentralisation » ;
- la tenue d'ateliers de sensibilisation des acteurs sur la CFE dans les espaces de gestion du Mouhoun, du Gourma et du Liptako ;
- la dynamisation des treize (13) CISE.

Au niveau de la DEIE

- la réhabilitation de 80% du réseau de suivi hydrométrique ;
- l'acquisition des équipements de suivi hydrométrique du MCA ;
- la réalisation de la première phase de l'état des lieux de la qualité d'eau brute (études préliminaires, acquisition du matériel, identification des sites de prélèvement, recrutement des laboratoires d'analyse, échantillonnage et analyse au laboratoire) ;

- le traitement des données sur les retenues d'eau, l'élaboration des produits de diffusion et leur mise à disposition ;
- le traitement des données sur l'état des lieux des études et recherches dans les domaines de l'eau et d'assainissement, l'élaboration des produits de diffusion y relatifs ;
- le traitement des données hydrométriques, piézométriques, élaboration des produits de diffusion y relatifs ;
- la mise à jour des modules ouvrages d'eau de surface et de la qualité de l'eau dans la BD-SNIEau ;
- la création de centre de documentation dans les régions du Centre-Sud et des Cascades ;
- la tenue des sessions du CPR-Eau et la participation au FRSIT ;
- le renforcement des capacités en matière de suivi et évaluation des ressources en eau ;
- la dotation en serveur des DRAH pour la BD-SNIEau.

Les travaux de finition de la première tranche du laboratoire ont été réalisés avec cependant un retard dans les travaux de connexion électrique. Toute chose qui n'a pas permis d'installer les équipements acquis et de procéder à la formation des agents. Cette situation, si elle n'est pas résolue au plus tôt peut entraîner des risques de détérioration du nouveau matériel qui sont non seulement très coûteux et mais aussi très sensibles. Les autorités compétentes devraient interpeller l'agence d'exécution (maître d'ouvrage délégué) à accélérer la finition desdits travaux.

Les contraintes spécifiques de cette direction sont liées aux conditions difficiles de travail notamment la vétusté et l'exiguïté des locaux, le manque de connexion internet et de téléphone et l'insuffisance de ressources matérielles (véhicules, ordinateurs).

Au niveau du SP/PAGIRE

- le manuel de suivi-évaluation a été validé ;
- la version didactique du BPO 2012-2014 a été validé ;
- le rapport final de la stratégie IEC-GIRE a été validé ;
- le démarrage de l'élaboration de la stratégie Genre et GIRE ;
- les audits financiers 2010-2011 ont été réalisées ;
- deux sessions du Comité de pilotage ont été tenues ;
- l'ensemble des équipements inscrits au titre du PPM 2011 et PPM 2012 ont été acquis.

Toutefois, le contrat de l'étude sur le plan de développement des ressources humaines du secteur a été résilié compte tenu de la défaillance technique du prestataire.

La contrainte spécifique rencontrée par le SP/PAGIRE réside dans l'insuffisance de ressources humaines pour faire face aux nombreuses sollicitations de la part des structures de mise en œuvre ainsi que des autres structures partenaires.

2.3.3-AUTRES STRUCTURES

Les autres structures d'exécution comprennent la DMRE, les DRAH, la DGM, et la DPSCET. L'ensemble de ces structures avait la responsabilité de la réalisation d'un total de 21 sous-activités réparties dans les objectifs spécifiques 1, 2 et 3.

Les DRAH ont bénéficié en 2012 de équipements afin de leur permettre de participer efficacement à la mise en œuvre des activités. Au cours de l'année, le SP/PAGIRE a organisé une rencontre spécifique de concertation avec l'ensemble des DRAH afin de définir les modalités d'implication des DRAH dans la mise en œuvre du PAGIRE phase 2.

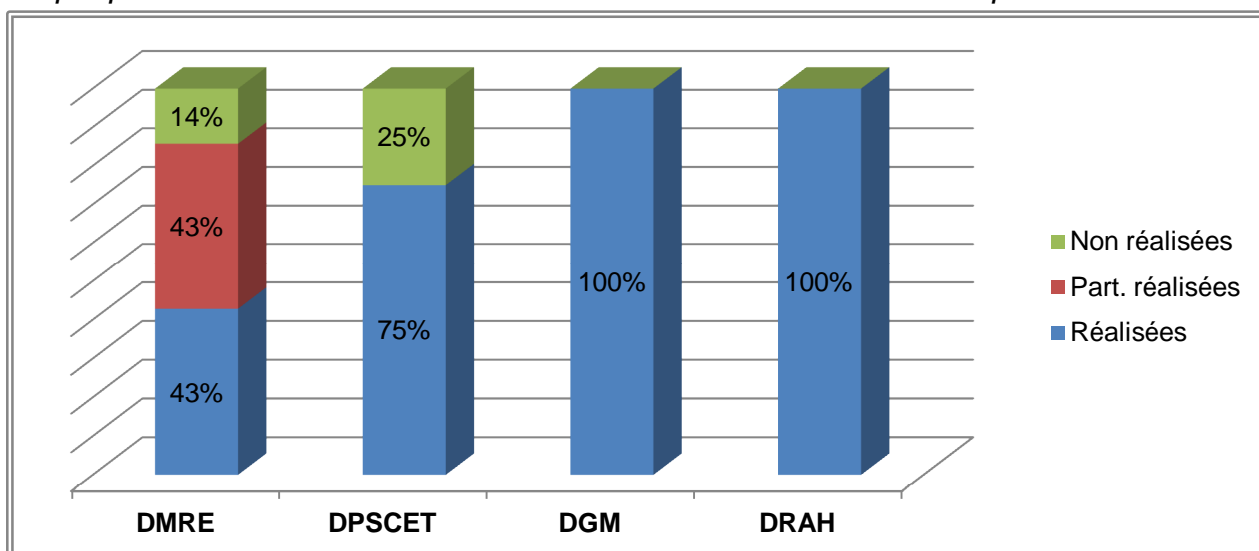
Les activités menées par la Direction générale de la Météorologie (DGM) ont porté essentiellement sur la réception et l'installation des équipements acquis dans le cadre du programme ainsi que la formation des auxiliaires et chefs de stations.

La DPSCET est la nouvelle direction de la DGRE qui a en charge le suivi du Comité Technique de l'Eau (CTE) et du Conseil National de l'Eau (CNEau). Elle avait au programme d'organiser les sessions de ces instances et la formation des nouveaux membres du CNEau.

La DMRE quant à elle avait au programme le renforcement des capacités de ses agents.

Le graphique 3 illustre l'avancement des sous-activités réalisées par l'ensemble de ces structures.

Graphique 3: Avancement des sous-activités des autres structures d'exécution



Du graphique 3, on constate que la DGM et les DRAH ont réalisé à 100% les sous-activités qui leur incombent alors que la DMRE et la DPSCET les ont réalisées dans des proportions respectives de 43% et de 75%.

Les efforts fournis ont permis d'atteindre les résultats suivants :

- les treize (13) DRAH ont réceptionné chacune un véhicule tout terrain, une moto, un kit informatique (ordinateur complet, onduleur, imprimante), un appareil photo numérique et un vidéoprojecteur ;
- les 170 observateurs auxiliaires et chefs de stations de la météo ont été formés ;
- la DGM a installé les abris pluviométriques reçus ;
- le mandat des membres du CNEau ont été renouvelé et les nouveaux membres ont été installés avant la tenue de la session statutaire ;
- deux agents de la DMRE ont bénéficié de formation l'un en « eau et changement climatique » et l'autre en « Eau et sécurité alimentaire : les challenges de l'agriculture ».

2.4-ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES GIRE DU PROGRAMME MCA-BF

La réalisation des activités du programme MCA est confiée par contrat à un bureau d'études indépendant qui a l'entière responsabilité de leur mise en œuvre dans les délais impartis. Les Agences de l'Eau ont comme mandat principal d'assurer un suivi des activités réalisées par le bureau d'étude.

Les prochaines sections estiment l'état d'avancement des activités GIRE du programme MCA.

2.4.1-RECPIITULATIF DES APPUIS GIRE DU GIRE DU MCA-BF

Le programme GIRE du MCA BF apporte sa contribution à la mise en œuvre de la GIRE dans les Agences de l'Eau du Mouhoun et des Cascades à travers les volets suivants :

- appui à l'opérationnalisation des deux Agences de l'Eau ;
- appui à la mise en place de 10 Comités Locaux de l'Eau ;
- appui à la collaboration des SDAGE ;
- mise en œuvre d'un programme de formation des ressources humaines ;
- renforcement des réseaux de suivi des ressources en eau.

2.4.2-ESTIMATION DE L'AVANCEMENT DES ACTIVITES

Le tableau ci-après synthétise l'avancement global des activités du programme à partir de la documentation (rapports mensuels, compte rendu de réunion, études diverses) transmise au SP/PAGIRE par le MCA et de missions de terrain réalisées par le SP/PAGIRE.

TABEAU 9 : Etat des réalisations du programme GIRE MCA

Volet	Etat des réalisations au 31 décembre 2012	Principales difficultés
Appui à l'opérationnalisation de l'IAEM et de l'IAEC	2 agences de l'Eau disposent de leur siège respectif (Dédougou et Banfora) opérationnel (disponibilité des équipements de bureautique, de mobiliers de bureau, etc.) Mise en place non effective des organes et des instances des Agences de l'Eau.	Equipements logistiques insuffisants et modalités de financement du MCA BF complexes générant ainsi des ralentissements dans le travail des Noyaux techniques notamment au niveau du suivi des activités, en particulier celles du bureau d'études.
Appui à la mise en place de 10 CLE	<i>Agence de l'Eau du Mouhoun</i> Les AG constitutives de quatre CLE (Sourou 1, Vouhoun 4, Bougouriba 6 et Vranso 2) se sont tenues en 2012. L'installation officielle de ces quatre CLE est dans l'attente de la signature de leurs textes constitutifs par les autorités compétentes. Les réflexions se sont poursuivies concernant la problématique posée par	Contraintes logistiques et financières importantes freinant l'implication optimale des Noyaux techniques et des DRAH dans le suivi et la réalisation de ces activités.

Volet	Etat des réalisations au 31 décembre 2012	Principales difficultés
	la délimitation du CLE Balé 7. <i>Agence de l'eau des Cascades</i> Les rencontres de mobilisation des acteurs des CLE Comoé 4 et 6 ont eu lieu en décembre 2012.	
Appui à la élaboration des SDAGE	Le modèle Mike Basin disponible pour les deux agences de l'eau ; Les rapports « Etat des lieux » (EDL) de l'AEM et de l'AEC validés. Le processus de élaboration de scénarii a démarré.	Concertation des acteurs à la base insuffisante. Mécanisme de revue et validation des rapports n'était pas clairement défini au départ ce qui a entraîné des retards.
Mise en Œuvre de programme de formation	Tenue de sessions de formation sur le modèle Mike Basin. Tenue de session de formations en SIG.	Non installation des organes et instances des Agences de l'eau qui n'ont pas par conséquent pu bénéficier de ces formations.
Renforcement des réseaux de suivi des ressources en eau.	Evaluation des besoins en renforcement des réseaux de suivi réalisée. Marché de réhabilitation des stations hydrométriques exécuté. Fournitures des équipements hydrométriques et lancement des travaux d'installation. Les équipements de qualité ont été livrés en juin 2012 mais ne pourront être installés qu'après réception des installations électriques du laboratoire, toujours en attente.	Coordination des intervenants difficiles (MCA, DGRE, AD 9.1 contractant). Travaux d'aménagement du Laboratoire de la DGRE non terminés.

Globalement les activités GIRE⁴ financées par le MCA BF sont en retard sur la programmation initiale. En effet au terme du mois 25 (sur 34) de la sous-composante, l'état d'avancement et le niveau de consommation des ressources sont approximativement les suivants :

- 76% du délai imparti au programme est consommé ;
- 43% du nombre total des livrables déposé (19 livrables sur 44, Version Provisoire/Version Définitive confondues) ;
- 154% des hommes-mois prévus dans les TDR du projet consommé (200 Hm sur 135 prévus) ;
- 35% du contrat AD9.1 payé au Consultant.

Des contraintes persistantes depuis le démarrage du programme affectent le bon cheminement des activités entre autres, au niveau de la mobilisation de fonds d'appui aux activités des Noyaux Techniques, les dispositions administratives pour la mise en place des organes et des instances des agences, l'insuffisance des budgets, etc.

⁴ Rapport mensuel janvier 2013 de COWI

2.4.3-APPUI DU SP/PAGIRE AU PROGRAMME GIRE-MCA-BF

Conformément à sa mission de coordination, le SP/PAGIRE a été amené à déployer beaucoup d'énergie et d'efforts pour accompagner la mise en œuvre du programme GIRE/MCA. A cet effet, les principales actions de coordination et de suivi sont présentées ci-après :

Les rapports EDL des SDAGE

- analyse des documents EDL de l'AECE et de l'AEM et rédaction de commentaires ;
- tenue à Banfora et à Dédougou de 4 réunions d'examen des EDL respectifs de l'AECE et de l'AEM ;
- tenue d'une réunion de validation des EDL de l'AEM et de l'AECE à Koudougou ;
- tenue de réunions de travail des comités de suivi.

La tenue de ateliers et de réunions de suivi

- tenue d'une réunion de cadrage et mise à jour du plan de travail GIRE en tenant compte des contraintes que rencontre le programme GIRE du MCA BF ;
- tenue de réunion de suivi portant notamment sur la CFE ;
- nombreuses réunions entre acteurs pour discuter de l'avancement des activités et pour trouver des solutions aux contraintes administratives et techniques rencontrées dans la mise en œuvre du programme.

Les missions de terrain

- suivi conjoint avec la DGRE du processus de création des CLE dans les deux agences ;
- participation aux réunions de validation des rapports DC (diagnostic conjoint) de plusieurs CLE.

Les actions susmentionnées ont généré un volume de travail supplémentaire important qui n'était pris en compte dans le PTB 2012.

2.5-CONTRAINTES D'EXECUTION DU PTB 2012

Les principales contraintes qui ont freiné la progression des sous-activités se résument à :

- la lourdeur des procédures de passation des marchés avec souvent des marchés qui sont dans le circuit depuis plus d'une année. C'est le cas des marchés relatifs aux études complémentaires sur la CFE, au SDAGE du Nakanbé, à la restructuration des CLE du Nakanbé ;
- les longs délais dans le processus de signature de décrets et d'arrêtés. C'est le cas du décret d'approbation de la politique nationale de l'eau révisé qui est dans le circuit depuis 2010, la signature des arrêtés d'approbation des conventions constitutives des agences de l'eau qui ont été introduits en 2011 et dont les signatures ne sont intervenues qu'au dernier trimestre 2012 ;
- les difficultés logistiques pour la réalisation de certaines activités. Notamment au niveau de la DEIE qui rencontre de énormes difficultés à mobiliser les véhicules pour les missions de terrain. La même difficulté est observée au niveau des agences de l'eau du Mouhoun et des Cascades qui sont insuffisamment dotées de matériel roulant et qui connaissent très souvent des ruptures en dotation de carburant ;
- les difficultés dans la mise à disposition des fonds programmés au profit des structures qui contribuent aux objectifs et qui ne disposent pas de compte spécifique, notamment la Direction générale de la Météorologie ;
- la lenteur dans la conduite des activités liées soit à la défaillance des prestataires ou à la lenteur de la réaction de l'administration par rapport à l'examen des produits fournis par les prestataires ;
- l'insuffisance de ressources humaines dans les structures qui réduisent leurs capacités d'action ;
- la lourdeur des procédures administratives et financières internes à la DGRE pour la mise à disposition des ressources au profit de ses services techniques.

2.5-ATTEINTE DES RESULTATS ET OBJECTIFS

La présente section évalue l'impact des sous-activités réalisées par les différentes structures d'exécution sur l'atteinte des résultats, des objectifs spécifiques et de l'objectif général du PTB 2012 révisé.

2.5.1-SYSTEME D'EVALUATION DE L'EXECUTION DU PTB 2012

L'évaluation du taux d'exécution physique du PTB a été défini dans le manuel de suivi évaluation (MSE) validé en décembre 2012.

Selon le MSE, l'évaluation du taux d'exécution physique du PTB se fonde sur le système de pondération des sous-activités. La réalisation d'une activité comporte plusieurs sous-activités qui n'ont pas la même complexité, ne nécessitent pas le même niveau d'effort, de ressource différentes dans leur mise en œuvre. A cet effet, les sous-activités du PTB ont été catégorisées comme indiqué dans la grille de pondération en annexe 1.

Le taux d'exécution physique du PTB au niveau activité correspond à la moyenne pondérée de l'état d'exécution des différentes sous-activités qui la compose.

Pour établir le taux d'exécution du niveau supérieur de la chaîne de mise en œuvre (action, résultats, objectifs spécifiques et objectif général) on établit la moyenne pondérée des taux d'exécution physique des niveaux inférieurs.

Les prochaines sections appliquent cette méthodologie pour estimer le taux d'exécution des résultats attendus, des objectifs spécifiques et des l'objectif général du PTB 2012 révisé et de mesurer ainsi la progression réalisée en 2012 vers leur atteinte.

2.5.2-NIVEAU D'EXECUTION

L'atteinte estimée des résultats attendus est effectuée par objectif spécifique. Ainsi, l'objectif spécifique 1 comporte 4 résultats attendus, l'objectif spécifique 2 en comporte 6, l'objectif spécifique 3 en comprend 8 alors que l'objectif spécifique 4 en comporte 4.

2.5.2.1-NIVEAU D'EXECUTION DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 1

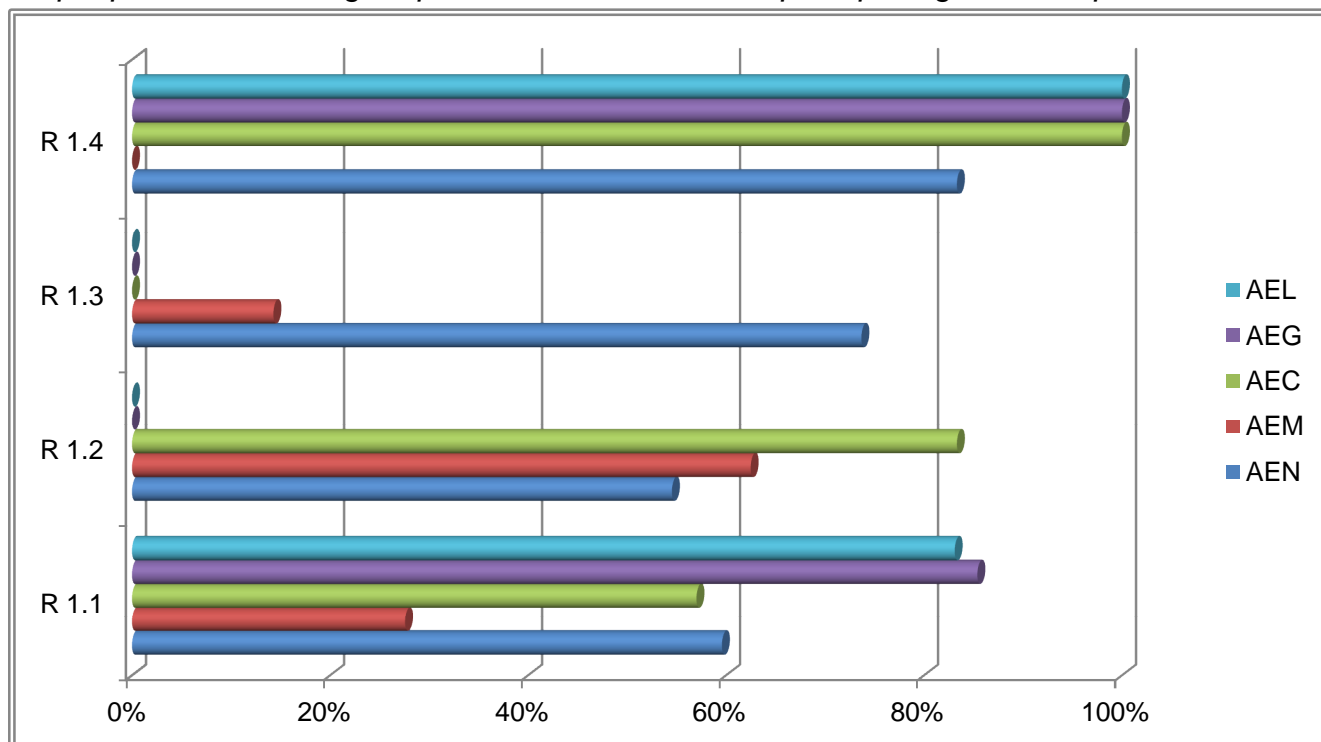
La mise en œuvre des sous-activités inscrites à l'OS 1 sont de la responsabilité des agences de l'eau. Le tableau 10 présente le taux d'atteinte des résultats de l'OS 1 par Agence de l'eau.

TABEAU 10: Niveau d'atteinte des résultats de l'OS 1 par Agence de l'eau⁵

Résultats de l'OS1	AEN	AEM	AEC	AEG	AEL
R1.1 : Les Organes et instances des Agences de l'eau sont en place	60%	28%	57%	85%	84%
R1.2 : Les SDAGE et SAGE sont élaborés et mis en %uvre	55%	63%	83%	0%	-
R1.3 : Des mesures de protection des ressources en eau dans les bassins hydrographiques sont mises en %uvre	74%	14%	0%	-	-
R1.4 : Les capacités des Agences de l'eau et des Collectivités Territoriales sont renforcées en matière de gestion des ressources en eau	83%	0%	100%	100%	100%

Le graphique 4 illustre à partir des données du tableau 10 le pourcentage d'atteinte des résultats de l'OS 1 par Agence de l'eau pour le PTB 2012 révisé.

Graphique 4: Pourcentage d'atteinte des résultats de l'OS 1 par Agence de l'eau



Du graphique, il ressort les observations suivantes :

- seule l'AEN a réalisé des sous-activités qui ont permis de progresser vers chacun des résultats attendus de l'OS 1. Ainsi, les sous-activités mises en %uvre par cette Agence ont permis d'atteindre 60% du résultat relatif à la mise en place des organes et instances de l'agence (R1.1), 55% du résultat relatif à l'élaboration des Schémas d'aménagement (R 1.2), 74% du résultat relatif à la protection des ressources en eau (R 1.3) et 83% de résultat relatif au renforcement des capacités (R 1.4);
- les sous-activités réalisées par l'AEM ont permis des « progressions » vers l'atteinte du résultat relatif à la mise en place des organes et instances de l'agence (28%) et du résultat relatif à l'élaboration des Schémas d'aménagement (63%) alors que les sous-

⁵ Les cellules vides indiquent que la structure n'a pas programmé de sous activités pour ce résultat en 2012

activités réalisées par l'AGEC ont permis d'atteindre 57% du résultat relatif à la mise en place des organes et instances de l'agence (R 1.1), 83% du résultat relatif à l'élaboration des Schémas d'Aménagement (R 1.2) et 100% du résultat relatif au renforcement des capacités (R 1.4) ;

- l'AGEC et l'AEEL ont conduit des sous-activités qui ont permis de « progresser » dans les résultats relatifs à la mise en place des organes et instances de l'agence et du résultat relatif au renforcement des capacités.

Il ressort de cette analyse que la mise en place des Agences de l'eau est à différentes étapes. De manière globale, l'AEN seule Agence de l'eau qui dispose de toutes ces instances, a mené des sous-activités qui ont permis des progrès dans l'atteinte des 4 résultats attendus de l'OS 1. En revanche, l'AGEC et l'AEEL créées en début 2011, ont en 2012 visé les résultats en lien avec la mise en place des organes et le renforcement des capacités.

Pour cet objectif spécifique, le taux d'atteinte de l'objectif annuel est de 64% pour 69% des sous-activités entièrement réalisées et 7% partiellement réalisées. Cela signifie que beaucoup de sous-activités ont été réalisées par rapport aux prévisions sans pour autant que l'accent soit suffisamment mis sur les sous-activités qui auraient pu faire avancer significativement l'objectif spécifique. Un effort doit être fait par les Agences de l'eau pour mettre l'accent sur la réalisation de sous-activités ayant un impact significatif sur l'objectif annuel.

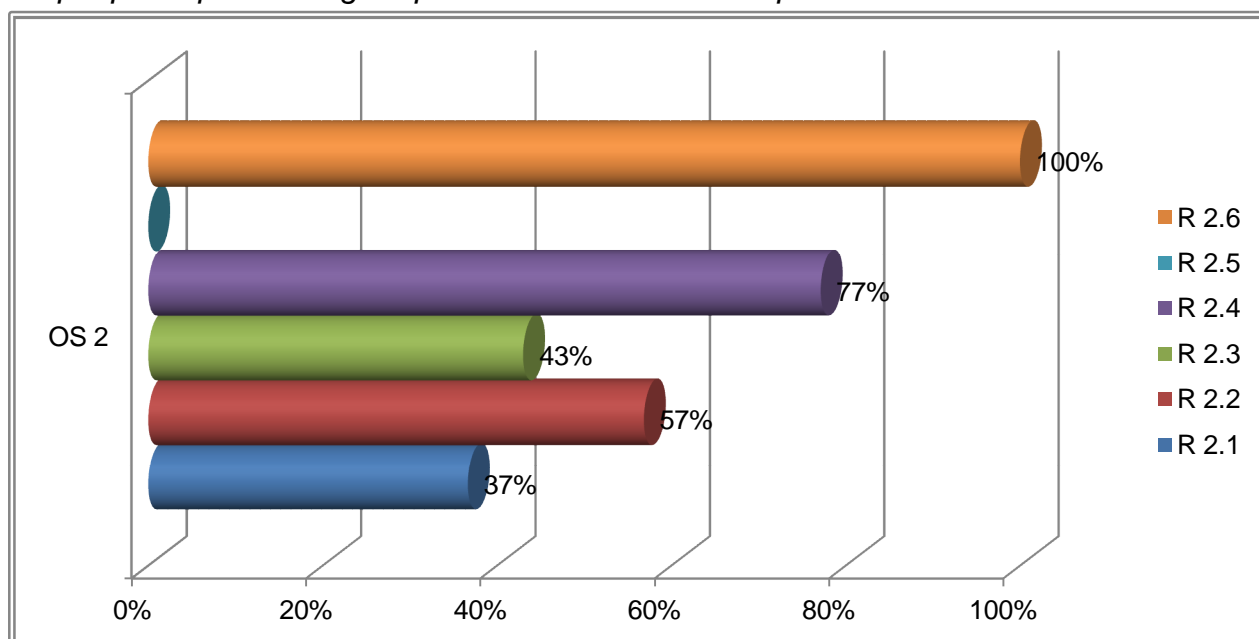
2.5.2.2-ATTEINTE DES RESULTATS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 2

Pour cet OS, l'exécution de la plupart des sous-activités inscrites au PTB 2012 révisé est confiée à la DLSO/DGRE et une partie à la DPSCET/DGRE. Le tableau 11 présente les pourcentages d'atteinte des résultats attendus de l'OS 2 à travers des sous-activités réalisées alors que le graphique 5 les illustre.

TABLEAU 11: Niveau d'atteinte des résultats de l'OS 2

Résultats de l'OS 2	% atteint
R2.1 : La politique et stratégies en matière d'eau sont élaborés	37%
R2.2 : Le cadre juridique est appliqué	57%
R2.3 : Le cadre financier est appliqué	43%
R2.4 : Appui au CNEau	77%
R2.5 : La gestion concertée des eaux transfrontalières est assurée	0%
R2.6 : Les services centraux et déconcentrés sont appuyés pour l'atteinte de l'objectif spécifique 2	100%

Graphique 5: pourcentage d'atteinte des résultats de l'OS 2



Les sous-activités réalisées à l'OS 2 ont permis des taux de progression variables pour l'atteinte des différents résultats attendus. Ainsi, 3 résultats ont été atteints à plus de 50% (R 2.2, R 2.4 et R 2.6) alors que le taux d'atteinte des résultats R 2.1 et R 2.3 est inférieur à 50%. Il est à noter qu'aucune sous-activité n'était inscrite au PTB 2012 révisé permettant des progrès pour atteindre le résultat R 2.5.

Globalement, seul le résultat R 2.6 « les services centraux et déconcentrés sont appuyés pour atteindre l'OS 2 » a été entièrement atteint. En ce qui concerne les autres résultats, notamment le R 2.1 et le R 2.3, les progrès enregistrés en 2012 pour les atteindre sont faibles. Cela est particulièrement dû à la lourdeur des procédures de passation de marché public et aux très longs délais pour l'approbation des textes réglementaires.

Le taux d'atteinte de l'objectif annuel est de 65% pour 55% des sous-activités réalisées et 19% des sous-activités partiellement réalisées. Autrement, moins de sous-activités ont été réalisées par rapport aux prévisions mais cela a permis de faire avancer de façon significative l'objectif spécifique.

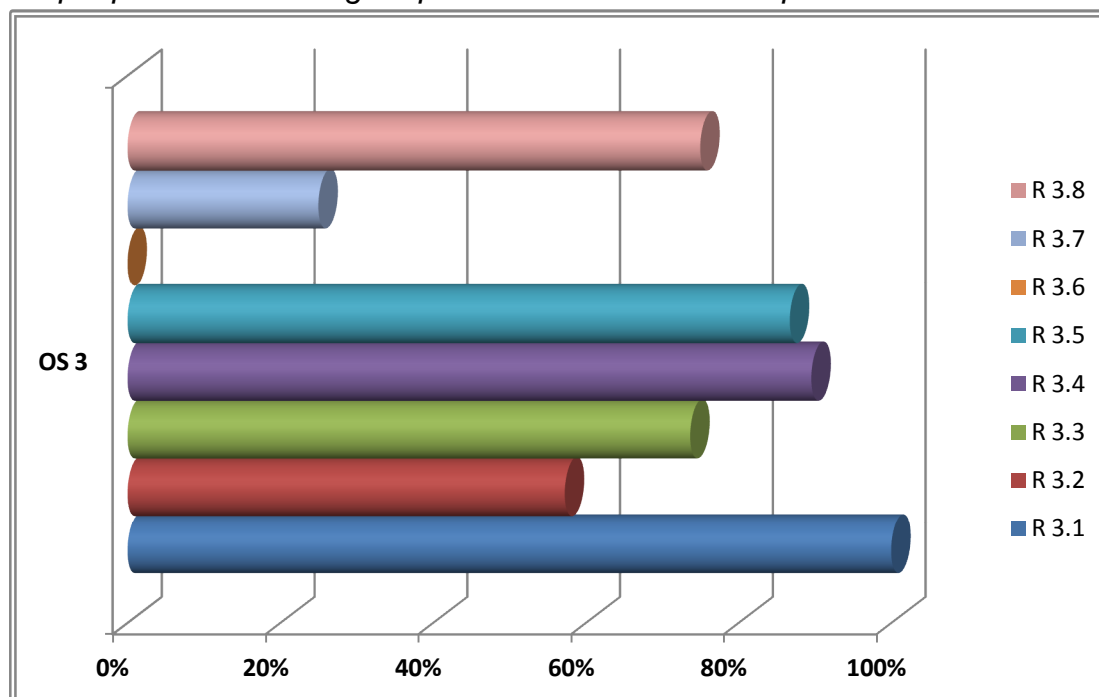
2.5.2.3-ATTEINTE DES RESULTATS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 3

La réalisation de la plupart des sous-activités inscrites à l'OS 3 relève de la DEIE (Voir tableau 6). Le tableau 12 présente les pourcentages d'atteinte des résultats attendus de l'OS 3 à travers les sous-activités réalisées alors que le graphique 6 les illustre.

TABEAU 12: Niveau d'atteinte des résultats de l'OS 3

Résultats de l'OS3	% atteint
R3.1 : Les activités météorologiques et climatologiques sont renforcées et les paramètres climatiques intégrés dans l'évaluation des connaissances des ressources en eau	100%
R3.2 : Les eaux de surface sont valorisées et leurs connaissances améliorées au profit des usages	57%
R3.3 : Les connaissances sur les eaux souterraines sont améliorées pour leur mobilisation au service des usages et leur gestion durable	74%
R3.4 : Les connaissances sur la qualité des eaux sont améliorées	90%
R3.5 : Les informations sur l'eau sont disponibles	87%
R3.6 : Les connaissances sur les changements climatiques et sur les mesures d'adaptation et d'atténuation sont améliorées	0%
R3.7 : Les actions de recherche et développement dans le domaine de l'eau sont appuyées, suivies et promues	25%
R3.8 : Les services centraux et déconcentrés sont appuyés pour l'atteinte de l'objectif spécifique 3	75%

Graphique 6: Pourcentage d'atteinte des résultats de l'OS 3



Les sous-activités réalisées dans le cadre de l'OS 3 ont permis d'atteindre 3 grands résultats (R 3.1, R 3.4 et 3.5) et faire des progrès significatifs vers l'atteinte des résultats R 3.2, R 3.3, et R 3.8. Le pourcentage d'atteinte du résultat R 3.7 « les actions de recherche et développement dans le domaine de l'eau sont appuyées, suivies et promues » est faible alors que les sous-activités planifiées au résultat R 3.6 « les connaissances sur les changements climatiques et sur les mesures d'adaptation et d'atténuation sont améliorées » n'ont pas été mises en œuvre.

Globalement, le taux d'atteinte de l'objectif annuel est de 71% pour 60% des sous-activités réalisées et 20% des sous-activités partiellement réalisées. Autrement dit, les efforts se sont orientés sur les sous-activités qui avaient un impact significatif sur l'objectif annuel.

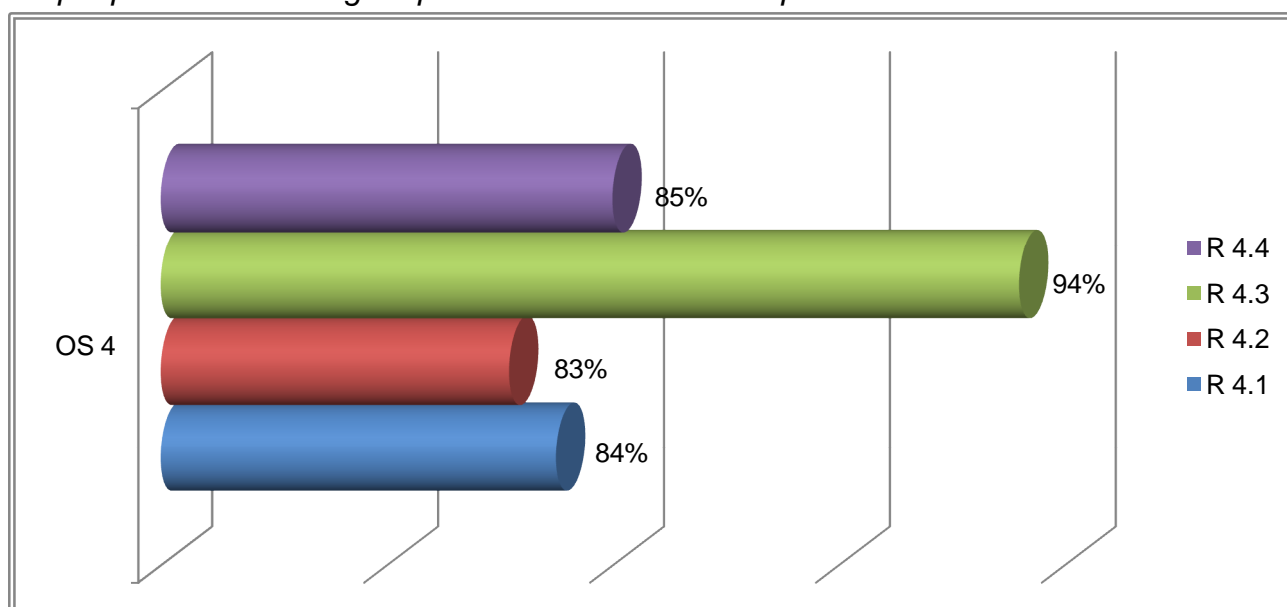
2.5.2.4-ATTEINTE DES RESULTATS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 4

La réalisation des sous-activités inscrites à l'OS 4 est entièrement du ressort du SP/PAGIRE. Le tableau 13 présente les pourcentages d'atteinte des résultats attendus de l'OS 4 à travers les sous-activités réalisées alors que le graphique 7 les illustre.

TABEAU 13: Niveau d'atteinte des résultats de l'OS 4

Résultat de l'OS4	% atteint
R4.1 : La coordination et le suivi du PAGIRE phase 2 sont assurés	84%
R4.2 : Les actions transversales sont mise en %uvre par le SP/PAGIRE	83%
R4.3 : Le fonctionnement du SP/PAGIRE est assuré pour une bonne coordination de mise en %uvre du PAGIRE phase 2	94%
R4.4 : L'expertise nationale et internationale est mobilisée pour la mise en %uvre du PAGIRE phase 2	85%

Graphique 7: Pourcentage d'atteinte des résultats de l'OS 4



Les sous-activités réalisées par le SP/PAGIRE ont permis d'atteindre à plus de 80% les 4 résultats attendus de l'OS 4. Le taux d'atteinte du R4.2 a été affecté par la résiliation du contrat de élaboration du plan de développement des ressources humaines (PDRH) du Secteur.

Le taux d'atteinte de l'objectif annuel est de 87% pour 84% des sous-activités réalisées et 11% des sous-activités partiellement réalisées. L'accent a été mis sur la réalisation des sous-activités ayant un impact significatif sur l'objectif annuel.

2.5.2.5-ATTEINTE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES ET DE L'OBJECTIF GENERAL

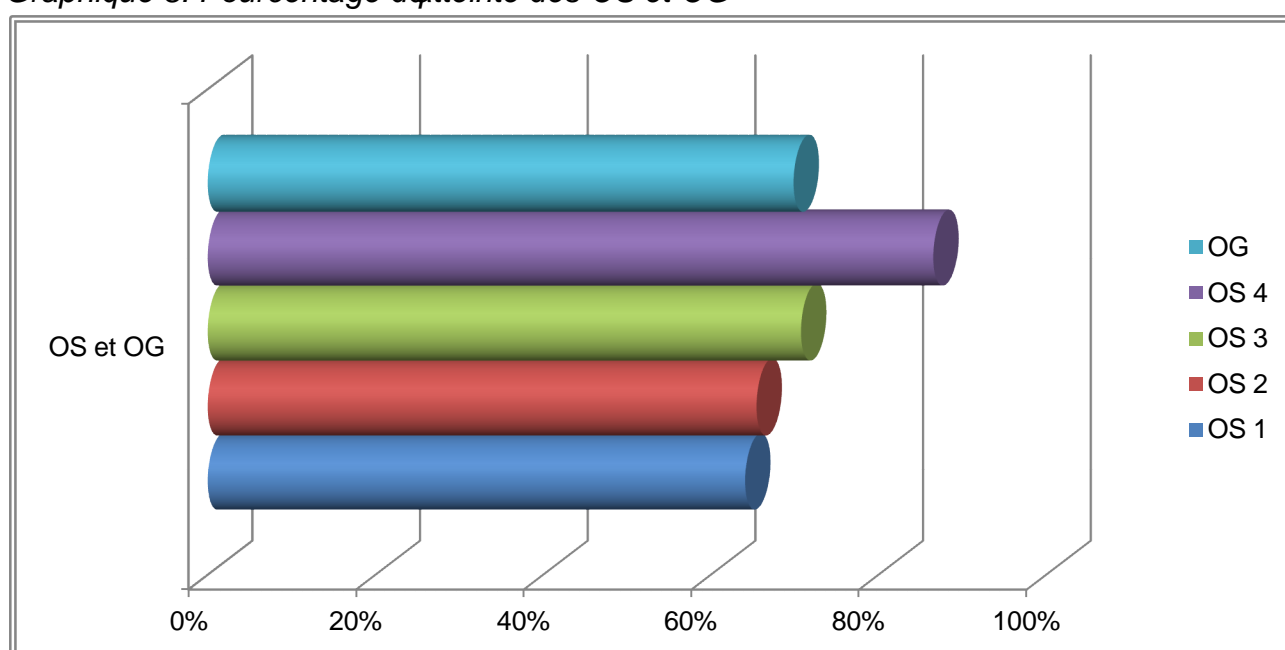
Cette section évalue le niveau d'atteinte des 4 objectifs spécifiques et de l'objectif général du PAGIRE phase 2.

Le tableau 14 et le graphique 8 illustrent le niveau d'atteinte des 4 objectifs spécifiques et de l'objectif général du PTB 2012 révisé du PAGIRE.

TABEAU 14: Niveau d'atteinte des OS et de l'OG en 2012

Objectifs général et spécifiques	% atteint
OG : Assurer la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) au Burkina Faso à l'horizon 2015 au profit du développement socio-économique	70%
OS1 : Gérer de manière concertée les ressources en eau des bassins hydrographiques du pays à travers les agences de l'eau	64%
OS2 : Assurer l'opérationnalisation du cadre politique juridique et financier de gestion des ressources en eau à l'horizon 2015	65%
OS3 : Assurer le suivi et développer la connaissance des ressources en eau au bénéfice des usages à travers le Système National d'Information sur l'Eau	71%
OS4 : Assurer la coordination et le suivi du processus de la GIRE à travers l'opérationnalisation du SP/PAGIRE	87%

Graphique 8: Pourcentage d'atteinte des OS et OG



A l'exception de l'OS 4 qui a été atteint à 87%, les autres OS ont été atteints à des taux qui varient entre 64% (OS 1) et 71% (OS 3) alors que le taux d'atteinte de l'OG est de 70% pour l'année 2012.

Ce taux d'atteinte de 70% de l'objectif annuel de mise en œuvre de la GIRE est relativement satisfaisant. Il a été atteint grâce à la réalisation de 69% des sous-activités programmées et la réalisation partielle de 11% des sous-activités programmées. Il y a donc un équilibre entre les efforts fournis au cours de l'année et l'atteinte des objectifs annuels du PTB 2012.

2.6-BILAN DES INDICATEURS ANNUELS

TABLEAU 15 : Résultats attendus et indicateurs 2012 révisés

Objectif spécifique	Résultats attendus du PTB 2012	Mesure de l'indicateur	Responsables	Cible 2012		Commentaires
				Prévu	Réalisé	
Gérer de manière concertée les ressources en eau des bassins hydrographiques du pays à travers les agences de l'eau	Les instances sont installées et fonctionnelles	Nombre de comité de bassin installé	Agences de l'eau	2	0	Les arrêtés de nomination des membres des CB sont en attente de signature.
	Des Comités locaux de l'eau sont créés dans l'ensemble des espaces de gestion	Nombre de comités locaux ayant tenu leur Assemblée Générale constitutive	Agences de l'eau (AEN, AEM, AEC)	2	4	Cible atteinte avec 4 CLE de l'Agence de l'eau du Mouhoun ayant tenues leur AGC
	Des actions de protection des ressources en eau sont appuyées	Montant global consacré à la protection des ressources en eau par rapport aux dépenses totales	Agences de l'eau	5%	9%	Cible atteinte
	Les DAC dotés à réaliser en 2013 sont prêts	Nombre de DAC transmis à la DMP	Agences ; DGRE/ DLSO	4	3	Cible atteinte à 75%
	La participation des acteurs des espaces de gestion sont renforcées	Nombre de participant aux ateliers d'information tenus au profit des usagers, de l'administration et des collectivités	Agences DGRE/ DLSO	200	560	Cible atteinte à 280%
Assurer l'opérationnalisation du cadre politique, juridique et financier de gestion des ressources en eau à l'horizon 2015	Le taux de recouvrement de la CFE s'est accru par rapport à 2011	Niveau de recouvrement de la CFE par rapport à 2011	Agence DGRE/ DLSO	100%	-9%	Régression du niveau de recouvrement de la CFE à 92 942 572FCFA contre 102 000 000FCFA en 2011.
Assurer le suivi et développer la connaissance des ressources en eau au bénéfice des usagers à travers le Système National d'Information sur l'Eau	Les informations sur l'inventaire des retenues d'eau sont disponibles	Nombre de rapport thématique élaboré	DGRE/ DEIE	1	4	Cible atteinte
Assurer la coordination et le suivi du processus de la GIRE à travers l'opérationnalisation du SP/PAGIRE	Les documents de gestion de la mise en œuvre du PAGIRE phase 2 sont disponibles	Nombre de document validé	SP/PAGIRE	2	2	Cible atteinte. Le manuel de suivi-évaluation seul a été validé ainsi que le BPO 2012-2014
	Les équipements inscrits dans le PPM 2012 sont livrés	Proportion du montant payé par rapport au montant total des marchés	SP/PAGIRE	80%	80%	L'ensemble des équipements programmés ont été acquis en dehors de certains équipements techniques dont les coûts prévus sont en deçà du coût réel sur le marché
	Les sessions du comité de pilotage se sont tenues	Nombre de sessions statutaires tenu	SP/PAGIRE	2	2	Cible atteinte

CHAPITRE III : BILAN FINANCIER DU PTB 2012

Ce chapitre est consacré à la présentation de la situation d'exécution financière du PTB 2012. Il établit :

- le Bilan d'exécution du Plan de Passation des Marchés (PPM).
- le bilan financier de la mise en œuvre des activités.

3.1-SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Au 31 décembre 2012, le taux d'exécution du Plan de Passation des Marchés est de l'ordre de 45% (voir annexe 3).

En effet, sur 20 prestations inscrites, 9 marchés ont été passés, dont 8 exécutés et un en cours d'exécution. Il s'agit essentiellement des marchés passés au niveau du SP/PAGIRE.

Pour ce qui concerne les autres structures, aucune prestation n'a été exécutée.

Les difficultés rencontrées portent sur le suivi de la passation des marchés par les structures autres que le SP/PAGIRE et l'obtention des spécifications techniques des équipements.

- Problème de suivi de la passation des marchés: les informations sur la passation des marchés au niveau de l'AEN et de la DGRE ne sont pas transmises au SP/PAGIRE qui est pourtant la structure chargée de la coordination des activités surtout celles financées par Asdi-Danida. Cette situation rend difficile le suivi et l'appui-conseil que le SP/PAGIRE peut apporter aux structures.
- Non fourniture de spécifications techniques : il est convenu dans le souci d'optimiser la passation des marchés, que le SP/PAGIRE lance les marchés d'acquisition d'équipements au profit des structures d'exécution. Cependant, la transmission des caractéristiques techniques des équipements à acquérir (notamment les équipements techniques) restent une des faiblesses de cette stratégie qui retarde souvent la satisfaction des besoins.

Pour faire face à ces difficultés, il est recommandé aux structures de mise en œuvre:

- impliquer le SP/PAGIRE en tant qu'observateur lors des séances de dépouillement et de réception ;
- de lui faire une ampliation des contrats approuvés, des ordres de service pour information ;
- de renseigner et transmettre au SP/PAGIRE le canevas de suivi des marchés ;
- fournir pendant les périodes de programmation les spécifications techniques du matériel à acquérir par le SP/PAGIRE.

3.2-SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

Les informations traitées sont celles de la contrepartie nationale et du Protocole de financement commun Asdi/Danida qui sont suivis par le service administratif et financier du SP/PAGIRE.

En rappel, le disponible total en début d'exercice 2012 était de 473 139 927 FCFA et le budget prévisionnel des activités (financé sur le Panier Commun Asdi-Danida-Etat) s'élevait à 1 549 838 383 FCFA dont 228 053 000 FCFA au titre de la contrepartie nationale et 1 321 785 383 FCFA au titre du PFC/Asdi-Danida et du Budget du Pool d'assistance technique.

La composante a reçu en 2012, un décaissement de 872 000 000 FCFA de la part de Danida et de 180 919 656 FCFA de la part de l'Etat. Soit un total disponible de 1 526 059 583 FCFA (disponible en début d'exercice et décaissement).

Sur ce montant disponible, une somme de 1 040 990 544 FCFA a été transférée dans les différents sous comptes (DGRE, Agence de l'eau du Nakanbé, SP/PAGIRE) pour l'exécution des activités du PTB 2012, la différence est disponible dans le compte principal.

Par rapport au budget prévisionnel de 1 549 838 383 FCFA, les dépenses s'élèvent à de 1 131 402 333 FCFA à la date du 31/12/2012 soit un taux d'absorption global de 73%.

Le tableau 6 indique le détail du bilan financier du PAGIRE phase 2 pour l'année 2012. On retiendra de ce tableau que :

- le total des dépenses affectées au PFC/Danida-Asdi est de 682 561 511 FCFA soit un taux d'exécution de 62% du budget 2012;
- le total des dépenses affectées à l'assistance technique est de 237 493 425 FCFA soit un taux d'exécution de 111%. Ce dépassement des prévisions provient du fait que certains éléments n'avaient pas été intégrés dans le PTB 2012. Il s'agit essentiellement de l'augmentation de 6.7% du coût des honoraires en 2012 ce qui représente un montant de 12 860 954 FCFA (56% du dépassement) et des dépenses (per diem, hébergement, transport) des consultants courts termes pour un montant de 9 971 659 FCFA (44 % du dépassement. Pour la période 2010-2012, environ 63% du budget initial de l'assistance technique a été consommé ;
- le total des dépenses affectées à la contrepartie nationale est de 211 347 397 FCFA soit un taux d'exécution global de 93% dont 74% en procédure simplifiée et 19% en procédure normale.

Le taux d'exécution du PFC en 2012 est certes inférieur à celui de 2011 (78%) mais satisfaisant au regard des contraintes d'exécution physique. Cette situation s'explique par le retard dans l'exécution du budget d'un certain nombre d'activités majeures pour un coût d'environ 87 000 000 FCFA:

- 16 646 000 FCFA pour l'élaboration du SDAGE de l'espace de gestion du Nakanbé dont le contrat n'a pu être approuvé à temps pour permettre le démarrage ;
- 7204200 FCFA pour la restructuration des CLE de l'Agence de l'eau du Nakanbé dont le contrat n'a pu être approuvé à temps pour permettre le démarrage ;
- 20 850 000 FCFA au titre de l'appui aux CLE de l'Agence de l'eau du Mouhoun qui n'ont pas pu être mis à disposition compte tenu des délais ;
- 20 000 000 FCFA pour l'élaboration du code de l'eau qui a été finalement retiré du plan de passation des marchés ;

- 20 000 000 FCFA au titre du nivellement des piézomètres dont les marchés sont en cours en passation ;
- 47 000 000 FCFA au titre de la finalisation de la BD-SNIEau dont seulement 8 000 000 FCFA ont été payé au consultant qui accuse un grand retard ;
- 12 280 000 FCFA au titre de la élaboration de la stratégie Genre et GIRE lié au retard accusé par le consultant.

La non-absorption de montant important (plus de 50 000 000 FCFA) alloué à la réalisation de la BD-SNIEau due au retard accusé dans l'exécution du contrat.

TABLEAU 16 : Bilan financier 2012

Budget initial de l'année 2012	Budget révisé 2012	Cumul Versements au 31/12/2011	Versements exercice 2012	Cumul versements au 31/12/2012	Cumul Dépenses au 31/12/2011	Dépenses 01/01/2012 au 31/12/2012	Cumul Dépenses au 31/12/2012	Disponible versements au 31/12/2012	Taux d'exécution au 31/12/2012
a	b	c	d	e=c+d	f	g	h=f+g	i=e-h	n=g/b
407 833 700	260 228 175	235 367 491	237 000 000	472 367 491	211 390 185	187 230 684	398 620 869	73 746 622	72%
241 923 500	142 406 700	159 172 186	156 000 000	315 172 186	145 797 069	109 256 979	255 054 048	60 118 138	77%
172 465 500	87 777 700	94 777 752	30 000 000	124 777 752	69 024 275	63 096 497	132 120 772	- 7 343 020	0
17 475 000	16 646 000	5 675 106	-	5 675 106	643 000	-	643 000	5 032 106	0
24 055 000	18 850 000	32 972 784	56 000 000	88 972 784	33 325 850	16 605 940	49 931 790	39 040 994	0
27 928 000	19 133 000	25 746 544	70 000 000	95 746 544	42 803 944	29 554 542	72 358 486	23 388 058	0
-	20 850 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	14 950 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
-	5 900 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
129 543 200	76 359 475	64 058 790	51 000 000	115 058 790	65 593 116	70 790 655	136 383 771	- 21 324 981	93%
107 262 200	69 255 475	64 058 790	41 000 000	105 058 790	65 593 116	55 768 380	121 361 496	- 16 302 706	0%
3 517 000	2 580 000	-	-	-	-	-	-	-	0%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0%
18 764 000	4 524 000	-	10 000 000	10 000 000	-	15 022 275	-	-	0,00%
36 367 000	20 612 000	12 136 515	30 000 000	42 136 515	-	7 183 050	7 183 050	4 953 465	35%
201 896 700	123 491 000	108 652 419	36 000 000	144 652 419	26 964 892	82 637 338	109 602 230	35 050 189	67%
241 923 500	142 406 700	159 172 186	156 000 000	315 172 186	145 797 069	109 256 979	255 054 048	60 118 138	77%
172 465 500	87 777 700	94 777 752	30 000 000	124 777 752	69 024 275	63 096 497	132 120 772	- 7 343 020	0
17 475 000	16 646 000	5 675 106	-	5 675 106	643 000	-	643 000	5 032 106	0
24 055 000	18 850 000	32 972 784	56 000 000	88 972 784	33 325 850	16 605 940	49 931 790	39 040 994	0
27 928 000	19 133 000	25 746 544	70 000 000	95 746 544	42 803 944	29 554 542	72 358 486	23 388 058	0

-	20 850 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	14 950 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
-	5 900 000	-	-	-	-	-	-	-	0,00%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0
129 543 200	76 359 475	64 058 790	51 000 000	115 058 790	65 593 116	70 790 655	136 383 771	- 21 324 981	93%
107 262 200	69 255 475	64 058 790	41 000 000	105 058 790	65 593 116	55 768 380	121 361 496	- 16 302 706	0%
3 517 000	2 580 000	-	-	-	-	-	-	-	0%
-	-	-	-	-	-	-	-	-	0%
18 764 000	4 524 000	-	10 000 000	10 000 000	-	15 022 275	-	-	0,00%
36 367 000	20 612 000	12 136 515	30 000 000	42 136 515	-	7 183 050	7 183 050	4 953 465	35%
201 896 700	123 491 000	108 652 419	36 000 000	144 652 419	26 964 892	82 637 338	109 602 230	35 050 189	67%
14 741 000	2 543 000	8 142 292	10 000 000	18 142 292	893 300	655 750	1 549 050	16 593 242	0,00%
103 851 700	55 315 000	45 168 912	2 000 000	47 168 912	19 535 850	22 405 167	41 941 017	5 227 895	0,00%
53 823 000	31 975 000	28 531 479	2 000 000	30 531 479	-	18 205 125	18 205 125	12 326 354	0,00%
20 481 000	14 658 000	1 520 555	10 000 000	11 520 555	-	20 035 825	20 035 825	- 8 515 270	0,00%
-	-	2 488 181	2 000 000	4 488 181	-	800 000	800 000	3 688 181	0,00%
9 000 000	19 000 000	22 801 000	10 000 000	32 801 000	6 535 742	20 535 471	27 071 213	5 729 787	0,00%
366 964 100	213 605 000	172 831 546	142 000 000	314 831 546	144 803 135	87 292 127	232 095 262	82 736 284	41%
9 814 000	7 144 500	32 704 243	20 000 000	52 704 243	14 823 500	6 412 750	21 236 250	31 467 993	0,00%
63 269 500	40 331 500	12 223 267	10 000 000	22 223 267	6 453 870	14 780 322	21 234 192	989 075	0,00%
81 571 600	14 005 000	34 548 623	2 000 000	36 548 623	405 000	17 023 960	17 428 960	19 119 663	0,00%
17 960 000	17 960 000	12 823 903	25 000 000	37 823 903	26 382 921	9 331 000	35 713 921	2 109 982	0,00%
153 367 000	112 585 000	64 373 914	5 000 000	69 373 914	39 195 200	25 248 055	64 443 255	4 930 659	0,00%
13 648 000	1 368 000	-	25 000 000	25 000 000	13 770 913	131 100	13 902 013	11 097 987	0,00%
23 409 000	16 286 000	13 164 650	45 000 000	58 164 650	43 771 731	2 714 000	46 485 731	11 678 919	0,00%
3 925 000	3 925 000	2 992 946	10 000 000	12 992 946	-	11 650 940	11 650 940	1 342 006	0,00%

ASSURER LA COORDINATION ET LE SUIVI DU PROCESSUS DE LA GIRE A TRAVERS L'OPERATIONNALISATION DU SP/PAGIRE	569 043 017	510 206 287	472 636 787	450 000 000	922 636 787	435 006 822	325 401 362	760 408 184	162 228 603	64%
La coordination et le suivi du SP/PAGIRE2 sont assurées par le SPPAGIRE	63 294 000	47 003 000	23 145 654	50 000 000	73 145 654	16 917 800	37 356 475	54 274 275	18 871 379	-
Les actions transversales sont mises en %uvre par le SPPAGIRE	172 188 000	142 233 000	63 336 326	100 000 000	163 336 326	84 348 800	38 321 310	122 670 110	40 666 216	-
Le fonctionnement du SP/PAGIRE est assuré pour une bonne coordination de la mise en %uvre du PAGIRE 2	333 561 017	320 970 287	386 154 807	300 000 000	686 154 807	333 740 222	249 723 577	583 463 799	102 691 008	-
TOTAL PFC	1 545 737 517	1 107 530 462	989 488 243	865 000 000	1 709 835 824	818 165 034	682 561 511	1 500 726 545	353 761 698	62%
L'expertise nationale et internationale est mobilisée pour la mise en oeuvre du PAGIRE2	102 603 120	214 254 921	192 767 671	237 493 425	430 261 096	192 767 671	237 493 425	430 261 096	-	111%
TOTAL DANIDA&ASDI	1 648 340 637	1 342 524 145	1 182 255 914	1 102 493 425	2 140 096 920	1 010 932 705	920 054 936	1 930 987 641	-	69%
	-	-	0	-	0					
RAPPORT FINANCIER CONSOLIDE CONTREPARTIE ETAT au 31/12/2012										
	0	0	0	0	0					
	Budget initial de l'année 2012	Budget révisé 2012	Cumul Versements au 31/12/2011	Versements exercice 2012	Cumul versements au 31/12/2012	Cumul Dépenses au 31/12/2011	Dépenses 01/01/2012 au 31/12/2012	Cumul Dépenses au 31/12/2012	Disponible versements au 31/12/2012	Taux d'exécution au 31/12/2012
	a	b	c	d	e=c+d	f	g	h+f+g	i=e-h	n=g/b
I Dépenses de personnel	163 947 714	127 019 992	122 821 000	123 585 144	246 406 144	117 466 800	118 461 648	235 928 448	10 477 696	93%
Dépenses de fonctionnement	136 790 286	101 033 008	134 048 791	52 405 400	186 454 191	162 252 154	49 772 686	212 024 840	- 25 570 649	49%
II1 Achats de biens et services	101 400 000	74 280 000	93 448 791	26 393 000	119 841 791	109 670 882	26 804 711	136 475 593	- 16 633 802	
II1 Achats de biens et services	101 400 000	74 280 000	93 448 791	26 393 000	119 841 791	109 670 882	26 804 711	136 475 593	- 16 633 802	
II2 Frais de transport et de mission	18 000 000	10 000 000	17 000 000	6 000 000	23 000 000	12 770 180	10 412 700	23 182 880	- 182 880	
II3 Autres achats de biens et services	17 390 286	16 753 008	23 600 000	20 012 918	43 612 918	39 811 092	12 555 275	52 366 367	- 8 753 449	
III Dépenses d'équipement										
TOTAL	300 738 000	228 053 000	256 869 791	175 990 544	432 860 335	279 718 954	168 234 334	447 953 288	- 15 092 953	74%

CHAPITRE IV : SITUATION SYNTHETIQUE DE TROIS ANNEES DE MISE EN) UVRE DU PAGIRE PHASE 2

L'objectif général du PAGIRE, phase 2 est de rendre effective la gestion intégrée des ressources en eau au Burkina Faso à l'horizon 2015.

Malgré des acquis importants au cours de la période 2010-2012 (30 mois) et au regard de l'avancement des différents résultats des objectifs spécifiques au 31 décembre 2012, un travail important demeure à faire pour atteindre l'objectif général.

Au niveau de l'IDS 1, seule l'Agence de l'eau du Nakanbé dispose de ses organes et instances, les autres AE étant à l'étape du Noyau Technique. Toutefois, il est prévu que toutes les agences de l'eau auront à la fin de l'année 2013 leurs instances, les documents à cet effet ayant été préparés en 2012. La disponibilité de document de SDAGE de chaque Agence de l'eau pour la fin 2015 apparaît beaucoup plus problématique. Actuellement, 3 agences de l'eau ont lancé la préparation de cet important outil alors que 2 agences prévoient le démarrer en 2014. Considérant les délais nécessaires tant pour recruter un prestataire que pour assurer une concertation efficace avec les populations, il apparaît peu probable que les 5 agences possèdent leur document de SDAGE au 31 décembre 2015. En outre, le processus de élaboration de SAGE sera probablement en phase de démarrage à l'AEN, l'AEM et l'AEC alors que ce processus n'aura pas été lancé dans les agences de l'eau du Gourma et du Liptako. Un autre aspect, qui devra prendre de l'ampleur pour atteindre l'OG concerne les activités relatives à la protection des ressources en eau. Jusqu'à présent, ces activités ont été réalisées au travers de depuis aux CLE. Cependant, des travaux plus conséquents devront être entrepris au cours de la période 2013-2015.

Au niveau de l'IDS 2, le décret portant détermination des taux et des modalités de recouvrement de la taxe sur le prélèvement de l'eau brute a été adopté en juillet 2011. Il est à souligner que le prélèvement de la CFE a démarré dans l'espace de gestion de l'AEN. De plus, le CNEau a tenu régulièrement ses sessions, 13 CISE ont été redynamisés ou mis en place et la DLISO a participé régulièrement aux sessions statutaires des organismes de bassins transfrontaliers (ABV, ETC.) Enfin, plusieurs études ont été lancées et complétées dont notamment l'étude des interactions entre la GIRE et la décentralisation, l'étude sur la représentativité des femmes dans les CLE et les AUE, etc.).

Les priorités pour la période 2013-2015 concernent l'opérationnalisation de la Police de l'eau, la collecte de la CFE et l'élaboration de textes complémentaires (CFE, élaboration du Code de l'Eau ainsi que l'actualisation du document de la Politique Nationale de l'Eau). Ces résultats seront probablement atteints en 2015, toutefois, à divers degrés. En effet, une expérience pilote d'opérationnalisation de la Police de l'eau aura été conduite dans un sous bassin et des leçons pourront en être tirées de manière à étendre la Police de l'eau sur tout le territoire national. La collecte de la CFE relatif au principe « préleveur-payeur » sera opérationnelle dans tous les Agences de l'eau. Cependant, la collecte de la CFE concernant le principe « pollueur-payeur » et le changement du régime des eaux sera au 31 décembre 2015 tout au plus en phase de démarrage. Par ailleurs, à moins de très longs délais d'approbation, les différents textes complémentaires seront disponibles.

En ce qui concerne l'IDS 3, les activités relatives au suivi des différents réseaux de mesure ont été réalisées. Des notes, des annuaires de données, des cartes synthèses ont été éditées. Il est aussi à noter que le réseau hydrométrique a été renforcé par l'installation de nouveaux équipements. Plusieurs études ont également été lancées au cours de la période 2010-2012. Citons à titre d'exemple l'étude sur la qualité d'eau, les risques liés à l'eau, etc. Ces études sont toujours en cours au 31 décembre 2012. Par ailleurs, malgré de nombreux efforts, l'élaboration de la BD-SNIEau, n'a pas donné les résultats espérés.

Pour la période 2013-2015, les acquis significatifs de la période précédente devront se maintenir à travers la poursuite des activités. Il s'agit notamment du suivi des réseaux hydrométrique, piézométrique et météorologique, de la mise à jour annuelle des données sur les retenues d'eau de surface, de l'élaboration et la publication des données sur l'eau, de l'achèvement de la numérisation du centre de documentation, la poursuite de l'état des lieux de la qualité des eaux brutes du Burkina, de l'achèvement des installations électriques du laboratoire et l'installation des équipements, la mise en place des dispositifs de collecte et leur pérennisation, le renforcement des réseaux de suivi.

Des efforts devront être fournis dans la stratégie de communication pour une meilleure promotion du SNIEau, la réalisation d'études dans l'optique d'améliorer les connaissances sur les ressources en eau, la mise à jour des données sur les ouvrages de mobilisation d'eau souterraine, l'évaluation des risques liés à l'eau, la poursuite du mécanisme d'échanges de données, le renforcement des capacités des cadres chargés du développement du SNIEau.

L'opérationnalisation du SNIEau à l'horizon 2015 est possible mais demande une synergie d'actions et l'accompagnement de tous les acteurs notamment l'implication des premiers responsables.

Au niveau de l'IDS 4 : En 2010, le SP/PAGIRE a été rattaché au secrétariat général du Ministère en charge de l'eau. Ce positionnement lui confère une dimension plus transversale et cadre avec sa mission. Le bilan de la coordination des actions GIRE au cours de la période se manifeste par la création au sein du Cadre partenarial (CaPa) d'un groupe thématique consacré à la GIRE, la révision de l'accord d'entente entre le ministère en charge de l'eau et le MCA pour prendre en compte le SP/PAGIRE, la création de groupe de travail pour l'appui à la mise en œuvre du volet GIRE du MCA, l'inscription d'une mesure dans la matrice de performance de la SCADD, la coordination par le SP/PAGIRE de l'élaboration du programme 5 du Programme National du Secteur Rural (PNSR). A ce jour 18 étudiants sont en cours de formation au 2iE et à l'ENI/Bamako, les sessions du Comité de Pilotage se tiennent régulièrement, un rapport semestriel et un rapport annuel sont soumis chaque année au CP/PAGIRE, le processus d'élaboration du BPO/GIRE est lancé et est sur de bonne voie, les assistants techniques sont mobilisés à la demande au profit des structures, l'appui conseil aux structures est assurée avec des missions fréquentes sur le terrain et la participation aux comités ad hoc.

Le SP/PAGIRE poursuivra ses activités de coordination, d'appui à la formation de personnel et la conduite d'études spécifiques (PDRH notamment).

PARTIE III : PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET 2013

CHAPITRE V : PROGRAMMATION ET BUDGET 2013

L'année 2013 constitue le point de départ de la seconde étape dans la mise en œuvre du PAGIRE phase 2. Le constat fait précédemment au bilan indique un retard pris dans la mise en œuvre du PAGIRE phase 2 dû aux contraintes internes et externes.

Le Plan de Travail et Budget (PTB) 2013 est un plan qui reste tout aussi ambitieux que les précédents et traduit la volonté des structures d'accélérer le processus de mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau. Ce chapitre présente le PTB 2013 en termes d'objectifs visés, de résultats attendus, d'activités à mener et de budget.

5.1-OBJECTIFS DU PTB 2013

Le PTB 2013, en conformité avec les précédents vise les objectifs annuels suivants :

- l'opérationnalisation effective des Agences de l'eau à travers :
 - la mise en place des instances (comité de bassin, conseil d'administration, direction générale) pour les agences du Mouhoun, des Cascades, du Gourma et du Liptako ;
 - la poursuite de l'élaboration des SDAGE des agences de l'eau du Mouhoun et des Cascades ;
 - le démarrage de la deuxième phase de l'élaboration du SDAGE de l'Agence de l'eau du Nakanbé ;
 - la poursuite des actions de protection des ressources en eau à travers la subvention des activités des comités locaux de l'eau (CLE) ;
- l'amélioration du taux de recouvrement de la CFE à travers le renforcement du dispositif de recouvrement par la validation des documents de gestion (plan de mise en œuvre, manuel de procédure), l'adoption des décrets complémentaires et la sensibilisation des acteurs ;
- l'opérationnalisation de la police de l'eau par la création et l'appui au service pilote de police de l'eau dans le bassin du Kou ;
- le renforcement du Système National d'information sur l'Eau (SNIEau) par la finalisation et le déploiement de la BD-SNIEau au niveau central et déconcentré, l'accompagnement des projets de recherche et la réalisation d'études pour l'amélioration de la connaissance sur la ressource (qualité de l'eau, impact du changement climatique, monographie du bassin du Nakanbé, périmètres de protection) ;
- le renforcement des capacités du SP/PAGIRE par la mise en œuvre du manuel de suivi évaluation et de la stratégie IEC, le lancement du processus d'élaboration du PDRH/Eau et la validation du BPO/GIRE 2013-2015.

5.2-RESULTATS ATTENDUS ET INDICATEURS ANNUELS

Conformément à la recommandation du Manuel de suivi- évaluation le tableau suivant précise les indicateurs annuels pour le suivi du PTB 2013.

TABLEAU 17: Cibles 2013

Objectif spécifique	Résultats attendus du PTB 2013	Intitulé de l'Indicateur	Cible 2013	Structure s Responsables	Mode de calcul
Gérer de manière concertée les ressources en eau des bassins hydrographiques du pays à travers les agences de l'eau	Les instances sont installées et fonctionnelles	Nombre de comité de bassin installé	4	Agences de l'eau	Décompte des CR d'installation
		Nombre de conseil d'administration installé	4	Agences de l'eau	Décompte des CR d'installation
	Des Comités locaux de l'eau sont créés dans l'ensemble des espaces de gestion	Nombre de comités locaux ayant tenu leur Assemblée Générale constitutive	20	Agences de l'eau (Nakanbé, Mouhoun, Cascades)	Décompte des CR d'installation
	Le processus d'élaboration des SDAGE est lancé dans l'ensemble des Agences de l'eau	Nombre de contrat de prestation signé pour l'élaboration de SDAGE	1	Agences de l'eau (Nakanbé)	Décompte des contrats signés
		Nombre de rapport intermédiaire de SDAGE validé par le comité de suivi	1	Agences de l'eau (Nakanbé)	Décompte des rapports intermédiaires validés par les Comités de Suivi
	Des actions de protection des ressources en eau sont appuyées	Proportion de dépense des Agences de l'eau consacrée à la protection des ressources en eau	15%	Agences	$\frac{DepensePREV}{DepenseTOTAL} \times 100$
	Les DAC études à réaliser en 2014 sont prêts	Pourcentage de DAC transmis à la DMP par rapport au nombre prévu dans le PPM 2013	4	Agences ; DGRE/DLS O	$\frac{DACprévu - DACtrans}{DACprévu} \times 100$
Assurer l'opérationnalisation du cadre politique, juridique et financier de gestion des ressources en eau à l'horizon 2015	La participation des acteurs des espaces de gestion sont renforcées	Nombre de participant aux ateliers d'information tenus au profit des usagers, de l'administration et des collectivités	1500	Agences DGRE/DLS O	Cumul des participants aux ateliers
	Le taux de recouvrement de la CFE s'est accru par rapport à 2011	Niveau d'accroissement du recouvrement de la CFE par rapport à 2011	400%	Agence DGRE/DLS O	$\frac{Montant2013 - Montant2011}{Montant2011} \times 100$
	Les documents de référence de la CFE sont élaborés	Nombre de rapport validé	3	DGRE/DLS O	Décompte des rapports validés en atelier national
	Les services pilotes de la police de l'eau sont créés et fonctionnels	Nombre d'arrêté de création signé	1	DGRE/DLS O	Décompte des arrêtés signés
connaissance des ressources en eau au bénéfice des usagers à travers le Système	Les rapports provisoires des études programmées pour le renforcement du cadre juridique sont validés	Nombre de rapport provisoire validé	1	DGRE/DLS O	Décompte du nombre de rapport provisoire validé par les Comités de suivi
	Les différents thématiques du SNIEau sont mises à jour régulièrement	Nombre de thématique mise à jour	2	DGRE/DEIE	Décompte des thématiques mis à jour
		Nombre d'agent formé des structures (AE, DGRE, DRAH) à la gestion de la base	50	DGRE/DEIE	Décompte des agents formés

Objectif spécifique	Résultats attendus du PTB 2013	Intitulé de l'Indicateur	Cible 2013	Structure s Responsables	Mode de calcul
	Les rapports provisoires des études programmées pour le renforcement de la connaissance sur les ressources en eau sont validés	Nombre de rapport provisoire d'étude validé	3	DGRE/DEIE	Décompte du nombre de rapport provisoire validé par les Comités de suivi
	Les informations sur l'inventaire des retenues d'eau sont disponibles	Nombre de rapport thématique élaboré	1	DGRE/DEIE	Décompte des rapports thématiques validés par le Comité de suivi
Assurer la coordination et le suivi du processus de la GIRE à travers l'opérationnalisation du SP/PAGIRE	Les équipements inscrits dans le PPM 2013 sont livrés	Taux de livraison des équipements	100%	SP/PAGIRE	$\frac{\text{NombreEq livré}}{\text{NombreEq Pr évu}} \times 100$
	Les rapports d'études sont validés	Nombre de rapport provisoire validé	2	SP/PAGIRE	Décompte du nombre de rapport provisoire validé par les Comités de suivi
	Les sessions du comité de pilotage sont tenues	Nombre de sessions statutaires tenu	2	SP/PAGIRE	Décompte des sessions tenues

Le tableau laisse transparaître les résultats majeurs sur lesquels les efforts vont se consacrer. Ces résultats sont la continuité des processus entamés et qui n'ont pas connu d'aboutissement à ce jour.

Les hypothèses de base tablent sur une disponibilité des financements et une forte volonté politique. Parmi les risques pouvant freiner l'atteinte de ces résultats, il convient de noter :

- la lenteur dans le processus de réorganisation du Ministère en charge de l'eau ;
- la disponibilité des ressources humaines en effectif suffisant et en qualification y compris la maîtrise du management de la ressource.

Les mesures envisageables pour ces risques sont :

- l'accélération du processus d'organisation du Ministère en charge de l'eau par la prise des décrets et arrêtés en la matière ;
- la formation des responsables de composante au management et à la gestion du temps ;
- l'anticipation sur la préparation des dossiers ;
- la formation et l'accompagnement des nouveaux agents dans les différents services ainsi que leur implication réelle dans la mise en œuvre des activités.

5.3-PRESENTATION DES ACTIVITES ET DU BUDGET

Cette section présente le nombre de sous-activités programmées, analyse leur répartition dans le temps et présente le budget de l'année.

5.3.1-SOUS-ACTIVITES PROGRAMMES

Le tableau 18 ci-dessous présente la situation des sous-activités à exécuter par structure et par objectif spécifique. Le tableau indique que 658 sous-activités sont programmées en 2013 dont 47% contribue directement à l'opérationnalisation des agences de l'eau, 12% à l'application du cadre juridique et financier de l'eau, 21% à l'amélioration de la connaissance sur l'eau et 19% à la coordination et au suivi-évaluation de la mise en œuvre de la GIRE.

TABEAU 18 : Répartition des sous-activités par structures et par objectifs spécifiques

Structure/Objectif	OS1	OS2	OS3	OS4	TOTAL
AEN	93	0	0	0	93
AEM	72	0	0	0	72
AEC	41	0	0	0	41
AEG	44	0	0	0	44
AEL	39	0	0	0	39
DLSO	18	73	0	0	91
DEIE	0	0	122	0	122
DMRE	0	0	2	0	2
DPSCET	0	6	0	0	6
DGM	0	0	12	0	12
DRAH	3	2	2	0	7
SP/PAGIRE	0	0	0	108	108
AT-LT/PAGIRE	0	0	0	20	20
Musée Eau	1	0	0	0	1
Global	311	81	138	128	658
%	47%	12%	21%	19%	100%

Aussi, le tableau montre que les agences de l'eau mettent en œuvre à elles seules 44% des sous-activités du plan de travail 2013. Quant à la DGRE, elle a en charge la mise en œuvre de 34% des activités et le SP/PAGIRE assure la mise en œuvre de 19% des sous-activités.

En détail on note que la DEIE et le SP/PAGIRE se détachent chacune avec un nombre de sous-activités à exécuter supérieur à 100, l'AEN et la DLSO ont un nombre de sous-activités de plus de 90 pour chacune de ces structures.

L'Agence de l'eau du Nakanbé entend cette année renforcer son intervention au niveau de la protection des ressources en eau avec la programmation d'un certain nombre d'études importantes. Plus spécifiquement l'Agence prévoit préparer, lancer ou finaliser les études suivantes en lien avec la protection des ressources en eau :

TABEAU 19 : Activités de protection des ressources en eau de l'Agence de l'Eau du Nakanbé

Activités	Résultat visé
Elaborer un guide sur les techniques de protection des berges dans le bassin du Nakanbé	Le recrutement du consultant et la validation du document seront réalisés cette année
Analyser et évaluer les impacts des changements climatiques sur les ressources en eau du bassin	L'étude est en cours, il s'agira de le poursuivre et d'atteindre l'étape de rédaction du rapport.
Etablir une situation et une analyse sur les mesures d'adaptation au changement climatique	Cette année sera consacrée à la collecte des données.
Réaliser la bathymétrie des retenues d'eau (Lac Bam et Barrage de Loubila)	Cette année sera consacrée à la préparation de l'étude qui sera lancée en 2014.
Réaliser l'étude de délimitation des périmètres de protection des retenues stratégiques (Barrages de Tibin, Guiti, Goinré et Itengué)	Il s'agira de recruter le prestataire et de valider les rapports intermédiaires cette année.
Elaborer un guide d'entretien courant des petits barrages	Il s'agira de parvenir à la validation du guide après recrutement et suivi du consultant.
Elaborer une stratégie de lutte contre les plantes envahissantes des plans d'eau	Il s'agira avec le concours des communes concernées d'entreprendre des travaux de destruction du typha dans le barrage de Toécé.
Réaliser une étude diachronique sur l'évolution des ressources en eau du Nakanbé (achat d'images satellitaires, sorties terrains...)	Cette étude est à finaliser avec la rédaction et validation du rapport.
Réaliser une étude de faisabilité et un plan d'aménagement agro-sylvo-pastoral autour du barrage de Loubila	Il s'agira de la préparation de l'étude cette année avec la validation des TDR et le lancement du recrutement du prestataire

Au-delà de ces actions spécifiques, l'Agence entend poursuivre :

- l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau de l'Agence par le démarrage de l'étape des scénarii ;
- le renforcement de la participation des acteurs à la gestion de la ressource eau à travers la poursuite de la restructuration de 10 Comités locaux de l'eau, la tenue des sessions du Comité de bassin et du Conseil d'administration, l'organisation de rencontres spécifiques avec les acteurs du bassin (sensibilisation, formation, information).

Pour les autres agences de l'eau (Mouhoun, Cascades, Gourma et Liptako), les actions de l'année concernent essentiellement :

- la mise en place du comité de bassin et du conseil d'administration ;
- l'organisation des sessions du CB et du CA ;
- la poursuite de l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau des agences du Mouhoun et des Cascades ;
- la rédaction des textes de fonctionnement des organes ;

- la poursuite de la mise en place des comités locaux de l'eau dans les espaces de gestion du Mouhoun et des Cascades et l'appui aux comités locaux existants dans les différentes agences.

Les actions de ces agences en lien avec la protection des ressources en eau sont :

TABEAU 20 : Activités de protection des ressources en eau des autres agences de l'eau

Activités	Résultat visé
Faire l'inventaire des occupants des berges du Kou par l'Agence de l'eau du Mouhoun	Il s'agira cette année de poursuivre l'inventaire des occupants de la berge, de élaborer un cahier de charge à respecter par les occupants et d'entamer les sensibilisations des parties prenantes.
Matérialiser la zone de servitude du Kou par l'Agence de l'eau du Mouhoun	Il s'agira cette année de recruter le prestataire pour les levées topographiques et de procéder aux travaux de bornage de la zone de servitude.
Réaliser des travaux de désensablement du Kou à travers les Communautés de base	Il s'agit d'une action de l'Agence de l'eau du Mouhoun qui vise cette année à engager les travaux de désensablement avec la participation des communautés concernées.
Réaliser des travaux de protection des sources d'eau du Mouhoun à Mondon par l'Agence de l'eau du Mouhoun	Il s'agira d'apporter une subvention à la commune de Moussodougou pour lui permettre d'engager des travaux de protection de la source d'eau.
Réaliser des travaux de protection des ressources en eau par l'Agence de l'eau du Liptako	Il s'agira cette année de faire l'inventaire des sites dégradés dans le sous bassin du béli et d'établir un protocole avec la commune de Tin-Akoff.

Les cinq agences de l'eau, au-delà de piloter des actions spécifiques de protection des ressources en eau rappelées dans les tableaux (19 et 20), comptent poursuivre leurs appuis aux comités locaux de l'eau (CLE) existants pour la réalisation d'activités de protection de la ressource dans leurs zones de compétence.

Au niveau de la DGRE, la programmation répond au souci de mise en œuvre de la politique en matière d'eau notamment en renforçant et opérationnalisant la législation existante et en améliorant la connaissance de la ressource. A cet effet, les activités majeures de cette année au titre de la DGRE sont les suivantes :

TABEAU 21: Activités majeures de la DGRE pour 2013

Activités	Résultat visé	Responsable
Analyser les politiques et stratégies sous-sectorielles de l'eau	Il s'agit de finaliser l'étude afin d'éditer le document pour sa diffusion aux acteurs.	DLSO
Finaliser l'étude sur la délimitation des espaces de compétence	Il s'agit d'organiser des ateliers de validation du rapport de l'étude.	DLSO
Finaliser les procédures de déclaration et d'autorisation des IOTA et les guides d'application	Il s'agira de poursuivre l'élaboration des fiches IOTA et d'organiser leur adoption	DLSO
Mettre en place la structure de	Il s'agira de poursuivre les réflexions sur la	DLSO

Activités	Résultat visé	Responsable
coordination et les services de la Police de l'eau	procédure d'opérationnalisation de la police de l'eau avec l'appui des experts du Pool afin d'aboutir à l'introduction des textes de création par l'autorité compétente.	
Etablir l'état des lieux des risques liés à l'eau	Elle sera réalisée par un groupe commis et il est prévu que le rapport soit validé cette année.	DEIE
Réaliser une étude sur l'évaluation de la performance du réseau de suivi hydrométrique	Il s'agit avec l'aide d'un assistant technique de réaliser des collectes d'informations et d'établir un rapport sur l'état du fonctionnement actuel du réseau.	DEIE
Mettre à jour le module ouvrage d'eau de surface de la BD-SNIEau	Il s'agira cette année de réaliser la collecte, le traitement, l'analyse des données et l'édition des rapports.	DEIE
Réaliser les travaux de nivellement des piézomètres	Cette année sera consacrée au recrutement du consultant et au suivi des travaux.	DEIE
Réaliser l'état des lieux de la qualité de l'eau	Il s'agira cette année de finaliser les activités de la 1 ^{ère} campagne d'échantillonnage, d'engager la 2 ^e campagne d'échantillonnage et la production des rapports.	DEIE
Poursuivre la finalisation de la BD-SNIEau	Il s'agira de finaliser les étapes 2 à 5 du protocole tripartite (Etat-Danida et Bureau d'études) par le déploiement aux niveaux central et déconcentré, la formation des administrateurs et l'élaboration et la mise à disposition de la documentation technique.	DEIE

Pour ce qui concerne le SP/PAGIRE les actions majeures concernent le renforcement du processus de collaboration du BPO, l'opérationnalisation du manuel de suivi évaluation, la mise en œuvre de la stratégie IEC GIRE, le démarrage de l'étude sur le système de financement de l'eau, le lancement du processus de collaboration du plan de développement des ressources humaines et la finalisation de la collaboration de la stratégie Genre et GIRE.

La rigueur observée dans la validation des données de programmation et l'expérience acquise lors de la mise en œuvre des précédents PTB permet de s'assurer que si les conditions sont favorables, les structures seront en mesure d'exécuter dans les délais impartis le nombre de sous-activités programmées.

5.3.2-ANALYSE DE LA REPARTITION DES ACTIVITES DANS LE TEMPS

La répartition inappropriée dans le temps des activités peut être un facteur d'échec dans la mise en œuvre. En effet, l'enchaînement des activités, la priorisation, et l'adéquation avec la disponibilité des ressources sont autant d'éléments que le calendrier d'exécution doit intégrer.

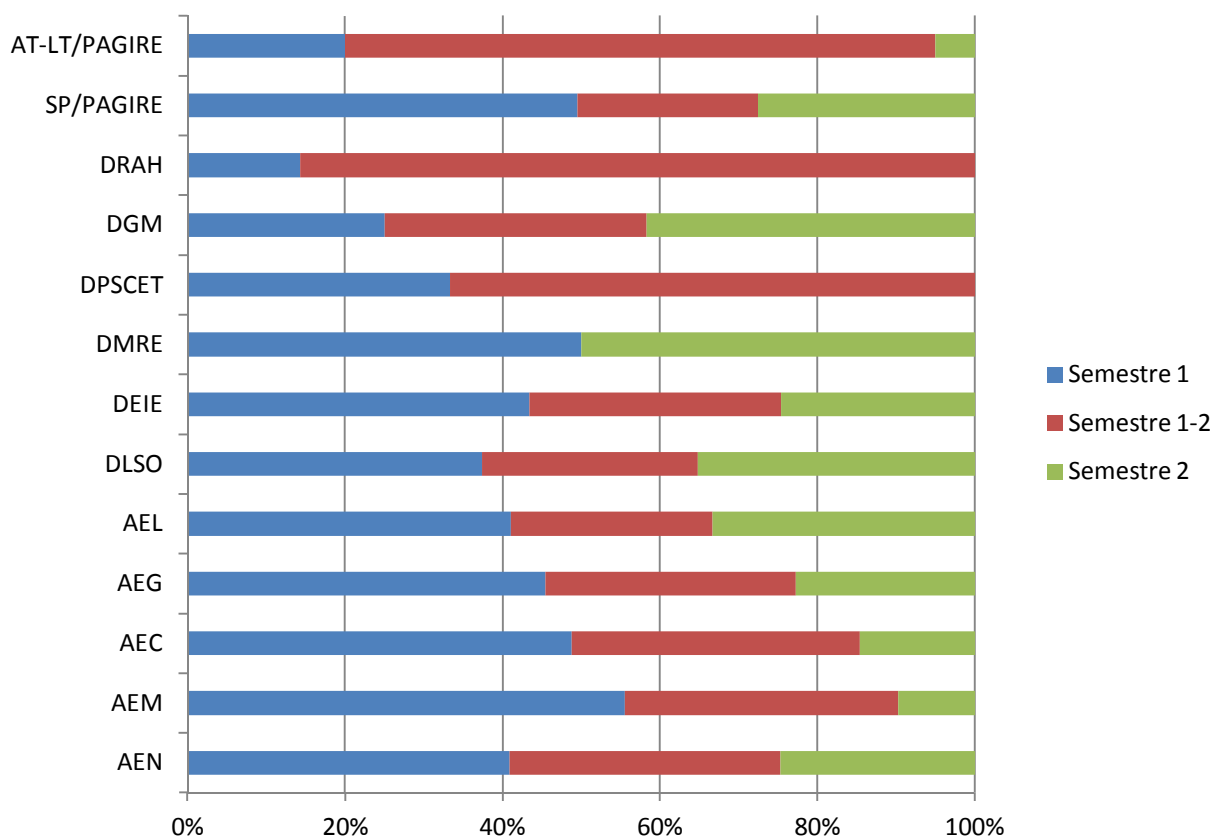
Cette section vise à montrer l'équilibre dans la répartition des sous-activités du PTB 2013 dans le temps. L'analyse est faite suivant le découpage semestriel et selon les objectifs spécifiques et les structures. Les pas de temps considérés sont :

- Semestre 1 : regroupe l'ensemble des sous-activités qui sont prévues pour démarrer et finir au 1^{er} semestre ;
- Semestre 2: regroupe l'ensemble des sous-activités qui sont prévues pour démarrer et finir au 2^e semestre ;
- Semestre 1-2 : regroupe l'ensemble des sous-activités qui sont prévues pour démarrer au 1^{er} semestre et finir au 2^e semestre.

5.3.2.1-REPARTITION DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS SUIVANT LES STRUCTURES

Le graphique 9 indique en pourcentage la répartition dans le temps du nombre de sous-activités programmées par chaque structure.

Graphique 9: Répartition des sous-activités dans le temps par structure



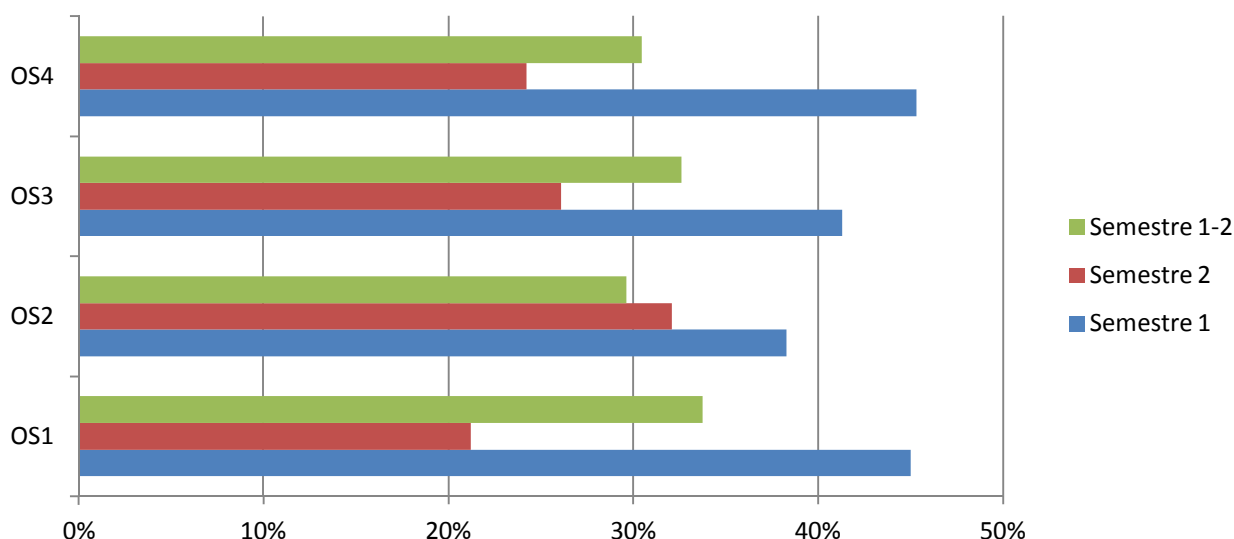
Le graphique montre une situation disparate. Les agences de l'eau, la DEIE et le SP/PAGIRE ont prévu exécuter plus de 40% de leurs sous-activités au 1^{er} semestre. Par contre la DLSO prévoit exécuter moins de 40% des sous-activités au 1^{er} semestre et de même qu'au 2^e semestre. La

plupart des agences de l'eau à l'exception du Liptako, prévoient d'exécuter moins de 25% des activités au second semestre.

5.3.2.2-REPARTITION DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS SUIVANT LES OBJECTIFS SPECIFIQUES

Le graphique 10 illustre la répartition dans le temps des sous-activités pour chaque objectif spécifique.

Graphique 10 : Répartition des sous-activités dans le temps selon les objectif spécifiques



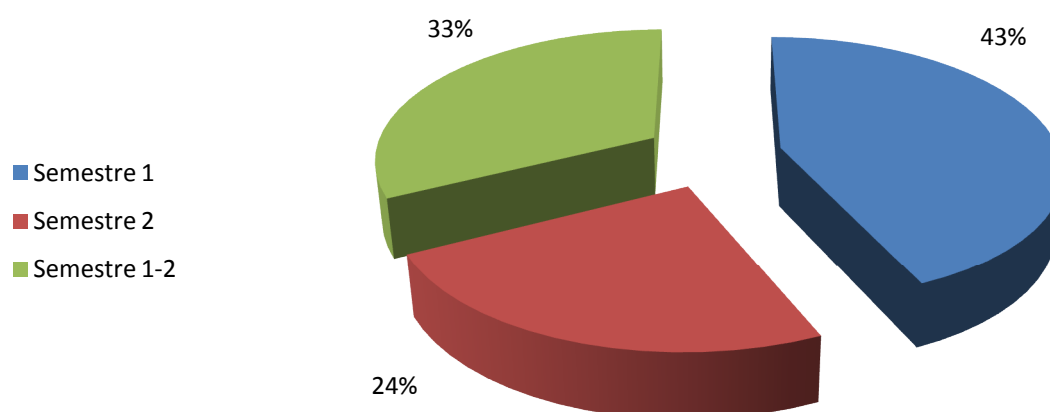
Le graphique confirme les tendances observées au niveau des structures ayant le plus grand nombre de sous-activités. Il apparaît clairement que pour l'ensemble des structures, le maximum de sous-activités sera réalisé au 1^{er} semestre (plus de 40%) à l'exception de l'objectif spécifique 2 (moins de 40%). Hormis l'OS2, environ 30% des sous activités dans les autres OS seront lancées au 2^e semestre. Pour l'ensemble des objectifs spécifiques, un peu plus de 20% des activités sont à cheval entre le semestre 1 et le semestre 2.

5.3.2.3-REPARTITION GLOBAL DES SOUS-ACTIVITES DANS LE TEMPS

Le graphique 11 montre une synthèse globale de la répartition dans le temps des sous-activités du PTB 2013.

Il ressort du graphique que 43% du programme est exécuté au 1^{er} semestre, 24% au 2^e semestre et environ 33% entre le 1^{er} et le 2^e semestre.

Graphique 11 : Répartition globale des sous-activités dans le temps



Au regard de la répartition globale des sous-activités dans le temps, on peut affirmer que le calendrier d'exécution du plan correspond globalement aux périodes actives de l'année. Généralement, le 1^{er} semestre comporte plus de temps de travail que le 2^e semestre marqué par les périodes des vacances, de la saison pluvieuse et la période des fêtes de fin d'année. Le bilan à mi-parcours devrait permettre si y a lieu d'ajuster au mieux les activités du plan de travail.

5.3.3-BUDGET ANNUEL 2013

Le budget du PTB 2013 est estimé à **4 120 157 924 FCFA**. Il comprend :

- le financement de l'Etat à hauteur de **1 274 328 250 FCFA** soit 31% du budget global. Ce financement comprend 126 287 300 FCFA au titre du recouvrement de la taxe de prélèvement de la contribution financière en matière d'eau (3,1% du financement global) ;
- le financement de l'Asdi et Danida (y compris le Paiement direct) à hauteur de **2 290 232 924 FCFA** soit 55,6% du budget global dont 8,9% constitue le budget du Pool d'assistance technique. Environ 12% du budget 2013 de l'Assistance technique a déjà été engagé ;
- le financement du MCC à hauteur de **451 334 750 FCFA** soit 11% ;
- le **financement de l'Agence de l'Eau Néerlandaise Reest en Wieden** à hauteur de **97 862 000 FCFA** soit 2,4% ;
- le financement du projet CPWF à hauteur de **6 400 000 FCFA** soit moins de 1%.

Le tableau 22 résume le budget du PTB 2013 par source de financement.

TABEAU 22 : Répartition du budget du PTB 2013 (en FCFA)

	Budget PTB 2013	Budget de l'Etat/T5.2	Contrepartie nationale/T5.1	Contribution financière en matière d'Eau (CFE)	Protocole de financement commun (PFC)/Asdi-Danida	Paiement Direct (PD)/Asdi	Millenium Challenge Corporation (MCC)	Reest en Wieden (RW)	CPWF
OG	4 120 157 924	790 080 200	357 960 750	126 287 300	1 922 602 785	367 630 139	451 334 750	97 862 000	6 400 000
OS1	1 446 933 700	92 904 200	201 263 350	126 287 300	527 282 100	-	401 334 750	97 862 000	-
OS2	257 686 550	-	26 929 150	-	230 757 400	-	-	-	-
OS3	1 253 151 250	697 176 000	44 896 250	-	461 079 000	-	50 000 000	-	-
OS4	1 162 386 424		84 872 000	-	703 484 285	367 630 139	-	-	6 400 000
%Contribution	100%	19,2%	8,7%	3,1%	46,7%	8,9%	11,0%	2,4%	0,2%

5.4-RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION/PTB 2013

Une bonne exécution du PTB 2013 nécessite la collaboration et la coopération de tous les acteurs. Cependant, certains risques, s'ils ne sont pas bien identifiés et atténués dès à présent, peuvent entraîner des retards dans la réalisation des activités et, par conséquent produire des impacts négatifs sur les résultats attendus.

Le tableau 23 présente la liste des risques qui peuvent éventuellement affecter la bonne marche du PTB et propose des mesures d'atténuation.

TABLEAU 23 : Risques et mesures d'atténuation

Risques	Mesures d'atténuation	Responsables
Longs délais dans la rédaction des termes de référence et le recrutement du personnel de l'assistance technique court terme.	Elaborer un chronogramme d'intervention des experts et l'appliquer ; Anticiper la élaboration des TDR de mobilisation des assistants techniques.	SP/PAGIRE et structures d'exécution COWI
Longs délais dans la élaboration des DAC et lourdeur des procédures induisant un retard dans la mise en œuvre du Plan de Passation de Marché (PPM)	Anticiper la élaboration des DAC ; Désigner un responsable chargé du suivi de façon rapprochée des dossiers ; Former le personnel affecté au suivi des marchés ; Renforcer l'effectif des services en charge des marchés de la DGRE ; Recourir au SPM du SP/PAGIRE pour l'appui-conseil.	DGRE, AEN, NT-AEM, SP/PAGIRE
Longs délais dans l'adoption des textes réglementaires	Désigner un responsable chargé du suivi rapproché des dossiers ; Faire régulièrement le point des instances et difficultés en conseil de Cabinet.	DGRE, SP-PAGIRE
Lenteur dans le déblocage de la contrepartie nationale	Veiller à la conformité des pièces, à la justification dans les délais ; Tenir des rencontres d'échanges avec la Direction du contrôle des marchés et des engagements financiers (DCMEF) et la DAF du Ministère.	SP/PAGIRE, DGRE
Lenteur dans la mise en place opérationnelle du nouveau ministère en charge de l'eau.	Anticiper la préparation de certains dossiers (arrêtés de nomination CB, CA, etc.).	SP/PAGIRE, DGRE, Agences de l'eau

CONCLUSION

De manière générale l'année 2012 a été consacrée à la poursuite des activités démarrées en 2011 et au lancement de nouvelles activités.

Les analyses montrent que le niveau d'exécution du programme d'activité est disparate entre structures de mise en œuvre et entre objectifs spécifiques. Globalement, on retiendra que les structures ont réalisé entièrement 69% des sous-activités prévues et 11% ont été partiellement réalisées.

Ces efforts ont permis d'atteindre à 70% l'objectif annuel de la programmation 2012. Ce taux d'atteinte de l'objectif est satisfaisant ce d'autant plus que les structures ont fait l'effort d'exécuter des sous-activités ayant un impact significatif sur l'objectif annuel.

D'un point de vue financier, les besoins en ressources financières (prévision sur le PFC) ont été couverts par les décaissements de l'Etat et Danida en 2012 et le solde disponible après l'exercice 2011. Le taux d'absorption de l'année s'établi pour le PFC (Asdi, Danida, Etat) et le Paiement direct (Pool d'assistance) à 73% soit 5% de moins que 2011. Ce taux est satisfait au regard des diverses contraintes d'exécution physique.

Le bilan synthétique de la période 2010-2012 révèle que beaucoup d'efforts ont été fournis et ont permis la création des quatre autres agences, la mise en places des noyaux techniques qui travaillent à l'aménagement des organes de l'Agence et à l'animation des agences, le démarrage des processus de collaboration des SDAGE et le démarrage de la collecte de la CFE.

En dépit des acquis, le bilan synthétique indique également le retard dans la réalisation des prévisions notamment dans la mise en place des instances des agences de l'eau, la collaboration des SDAGE, l'opérationnalisation de la Police de l'eau et la réalisation de la BD-SNIEau.

Pour ce qui est de l'année 2013, l'ambition est de prendre le pas sur les retards accusés au cours de la période 2010-2012. L'accent est clairement mis sur la mise en place des instances des Agences de l'eau, les mesures de protection des ressources en eau, la mise en place d'un service pilote de Police de l'eau et la clôture de la réalisation de la BD-SNIEau.

Il est toutefois à souligner que certains risques, s'ils ne sont pas atténués, peuvent affecter considérablement la mise en œuvre du PTB 2013.

Par ailleurs, l'état d'avancement au 31 décembre 2012 du PAGIRE phase 2 montre qu'il demeure de nombreux efforts à faire pour atteindre l'objectif général. Un engagement constant des structures d'exécution ainsi qu'une volonté politique marquée sont essentielles pour rendre effective la GIRE sur le territoire national à l'horizon 2015.

ANNEXES

Annexe 1 : coefficients de pondération

N°	CATEGORIES DE SOUS ACTIVITES	COEFFICIENT DE PONDERATION
1	Achat de documents (images, ouvrage, ò)	1
2	Acquisition d'équipement/Réception	1
3	Adhésion à un organisme	1
4	Analyse d'échantillon	2
5	Réalisation/Animation d'émission radio et TV	1
6	Appui conseil et financier	3
7	Assurance des véhicules	1
8	Confection de support de IEC (calendrier, tee-shirt ò)	2
9	Construction /réhabilitation	2
10	Diffusion de document	1
11	Edition de document	2
12	Elaboration de document (rapport, protocole, note de service, TDR, Plan d'équipement, requête ò)	2
13	Finalisation de document	2
14	Installation d'équipement	1
15	Introduction de texte en adoption	1
16	Mobilisation de budget (requête de financement, inscription à la LFE ò)	1
17	Mobilisation d'expertise du Pool	1
18	Organisation de concours (recrutement personnel, jeu, ò)	1
19	Paiement des frais (marché, formation, subvention, salaires/indemnités ò)	4
20	Participation à séminaire de formation	2
21	Participation aux événements	1
22	Préparation de dossier de marché	2
23	Procédures de sélection de prestataire	3
24	Réalisation de mission terrain dans le pays	1
25	Réalisation d'étude sommaire	3
26	Soumission de document à une instance	1
27	Soumission de documents à l'autorité (signature, requête ò)	1
28	Suivi bureau (exécution de contrat, réunion à l'interne, ò)	1
29	Tenue d'atelier (suivi, restitution, validation, sensibilisation ò)	3
30	Tenue de cérémonie	1
31	Tenue des réunions	1
32	Tenue session instance	2
33	Travaux de gestion documentaire	1
34	Travaux de protection de la ressource	2
35	Travaux de traitement et saisie des données	3
36	Voyage hors pays	1

Annexe 2 : Bilan détaillé des activités du PTB 2012

Annexe3 : Bilan du Plan de passation de marché 2012

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passations des marchés	Situation à la date du 31 Décembre 2012	Observations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestionnaire des crédits
ASEA/Appui PAGIRE 2 (Danida/Asdi)	68 400 000	68 400 000	Acquisition du matériel roulant	AO Ouvert	Exécuté	-	60	SP/PAGIRE
	14 237 775	14 237 775	Acquisition d'équipements informatiques (ordinateurs, logiciel)	AO Ouvert	Exécuté	-	45	
	42 503 400	42 503 400	Acquisition d'équipements techniques	AO Ouvert	Exécuté	-	45	
	10 000 000	10 000 000	Acquisition du mobilier et matériel de bureau	AO Ouvert	Exécuté	-	45	
	8 200 000	8 200 000	Réalisation de l'étude sur la stratégie Genre et GIRE	DP	Contrat en cours d'exécution	-	90	
	20 000 000	20 000 000	Réalisation de l'Audit exercice 2010/2011(ASEA)	DP	Exécuté	-	45	
	74 290 000	74 290 000	Recrutement de bureau d'études pour la restructuration et mise en place de dix (10) CLE	DP	Contrats en cours d'approbation	Retard dans le processus de attribution du marché.	150	Agence de l'Eau du Nakanbé
	5 000 000	5 000 000	Recrutement de bureau d'études pour l'étude sur le plan de communication de l'AEN	DP	Contrat en cours d'approbation	Retard dans le processus de attribution du marché.	30	
	16 400 00	82 000 000	Elaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion	DP	Contrat en cours	Retard dans le processus de attribution	176	

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passation des marchés	Situation à la date du 31 Décembre 2012	Observations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestionnaire des crédits
			de l'Eau (SDAGE) de l'Agence du Nakanbé		d'approbation	du marché.		
	3 500 000	3 500 000	Réalisation de l'étude diachronique sur l'évolution des ressources en eau du Nakanbé (achat d'images satellitaires, sorties terrains etc.)	DP	Non lancé	Retiré de la procédure de passation de marché pour être exécuté à l'interne	30	
ASEA/Appui PAGIRE 2 (Danida/Asdi)	20 000 000	20 000 000	Elaboration du Code de l'eau	DP	Non lancé	Retiré de la procédure de marché pour être passé suivant la procédure d'assistance technique	90	DGRE
	4 225 000	21 125 000	Etablissement de la monographie hydrologique du bassin versant/Nakanbé	DP	Non lancé	DAC non lancé. Reporté en 2013	90	
	20 000 000	20 000 000	Réalisation du nivellement, la protection et le marquage des piézomètres	DP	DAC lancé	Marché attribué et contrat en cours de signature	30	
	9 000 000	30 000 000	Réalisation de l'étude sur les périmètres de protection des ressources eau	DP	Non lancé	Réflexion en cours sur la démarche. Etude mise en attente.		
	5 000 000	5 000 000	Chargement des données existantes dans la BD-SNIEau	DP	Non lancé	Retiré du PPM pour être réalisée par le bureau chargé de la réalisation de la BD-SNIEau suivant le protocole tripartite (Etat, Danida et Bureau d'études)	45	
	29 000 000	29 000 000	Mise à niveau (nouvelles fonctionnalités) de la BD-SNIEau	DP	Non lancé	Retiré du PPM pour être réalisée par le bureau	30	

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passation s des marchés	Situation à la date du 31 Décembre 2012	Observations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestionnaire des crédits
						chargé de la réalisation de la BD-SNIEau suivant le protocole tripartite (Etat, Danida et Bureau d'études).		
Programme ASEA-Appui PAGIRE 2/ Titre 5 Contrepartie Etat	15 000 000	15 000 000	Fournitures de bureau et consommables informatiques	Demande de Prix	Exécuté		15	DAF/MAH
	24 900 000	24 900 000	Entretien et réparation de matériel roulant	Demande de Prix	Exécuté		15	
	9 423 000	9 423 000	Entretien et réparation de matériel informatique	Demande de Prix	DAO infructueux	Dossier relancé en demande de cotation mais n'ayant pas abouti pour gèle des crédits (Octobre)	15	
	15 000 000	15 000 000	Carburant et lubrifiants	Gré à Gré	Exécuté		30	

Annexe 4 : PTB détaillé 2013_Budget

Annexe 5 : PTB détaillé 2013_Chronogramme

Annexe 6 : Plan de passation de marchés 2013

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Montant des dépenses engagées mais non liquidées sur la gestion précédente	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passations des marchés	Période de publication des appels à concurrence	Période de remise des offres ou des propositions	Temps nécessaire pour l'évaluation des offres /propositions	Date probable de démarrage des prestations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestio nnaire des crédits
ASEA-Appui PAGIRE 2/PFC	226 600 000		226 600 000	Acquisition de matériel roulant	AOO	14/03/2013	13/04/2013	7	01/06/2013	60	SP/PA GIRE
	44 349 335		44 349 335	Acquisition de matériel informatique	AOO	30/03/2013	01/04/2013	7	15/06/2013	45	
	17 326 000		17 326 000	Acquisition de matériel péri-informatique	Demande de prix	02/04/2013	16/04/2013	1	01/06/2013	45	
	10 330 000		10 330 000	Acquisition de mobiliers de bureau	Demande de prix	30/03/2013	13/03/2013	1	16/04/2013	45	
	5 500 000		5 500 000	Commanditer des audits financiers externes	MI	15/03/2013	30/03/2013	7		30	
					DP	02/05/2013	02/06/2013	7	05/07/2013		
	152 000 000		152 000 000	Acquisition d'équipements techniques au profit de la Météo	AOO	02/05/2013	01/06/2013	7	01/08/2013	60	
	20 625 000		20 625 000	Acquisition de matériels techniques	Demande de prix	02/05/2013	16/05/2013	1	01/07/2013	45	
	5 850 000		5 850 000	Acquisition de matériel de bureau	Demande de prix	02/04/2013	16/04/2013	1	01/06/2013	45	
	50 000 000		50 000 000	Elaboration du PDRH du secteur de l'eau	MI	30/03/2013	01/03/2013	7	01/08/2013	120	
					DP	02/05/2013	01/06/2013	7			
ASEA-Appui PAGIRE 2/	16 500 000	-	16 500 000	Fournitures de bureau et consommables informatiques	Demande de Prix	15/04/2013	30/04/2013	1	01/06/2013	15	DAF/M EAHA
	27 390 000		27 390 000	Entretien de matériel roulant	AO Ouvert	15/04/2013	14/05/2013	7	15/06/2013	15	

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Montant des dépenses engagées mais non liquidées sur la gestion précédente	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passation des marchés	Période de publication des appels à la concurrence	Période de remise des offres ou des propositions	Temps nécessaire pour l'évaluation des offres /propositions	Date probable de démarrage des prestations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestio nnaire des crédits
Titre 5 Contrepart ie Etat	10 365 300		10 365 300	Entretien et réparation de matériel et mobilier de bureau	Demande de Prix	15/04/2013	30/04/2013	1	01/06/2013	15	
	16 500 000	-	16 500 000	Carburant et lubrifiants	Gré à Gré	---			01/06/2013	30	
ASEA- Appui PAGIRE 2/PFC	52 000 000		52 000 000	Réalisation de la bathymétrie des retenues d'eau (Lac Bam et Barrage de Loumbila)	MI	Mars					Agenc e de l'Eau du Nakan bé
					DP	Avril					
				Réalisation de la mise en place de 10 nouveaux CLE par l'AEN	MI	Mai-Août					
					DP	Juin					
				Réalisation de l'étude de délimitation des périmètres de protection des retenues stratégiques (Barrages de Tibin, Guiti, Goinré et Itengué)	MI	Fevrier-Juin					
					DP						
				Matérialisation de la zone de servitude du Kou	MI	Septembre					DGRE
					DP						
				Réalisation de l'étude d'évaluation des CLE du Gourma	MI	Avril					
					DP						
				Réalisation de l'étude pour l'élaboration du SDAGE de l'Agence de l'eau du Gourma	MI	Avril-Décembre					
					DP						
				Confectionner des supports IEC pour l'Agence de l'eau du Liptako	Demande de prix	Octobre-Novembre					

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Montant des dépenses engagées mais non liquidées sur la gestion précédente	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passation s des marchés	Période de publication des appels à la concurrence	Période de remise des offres ou des propositions	Temps nécessaire pour l'évaluation des offres /propositions	Date probable de démarrage des prestations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestio nnaire des crédits
				Réalisation de la mise en place et restructurer les CLE de l'Agence de l'eau du Liptako	MI	Septembre-Décembre					
					DP						
				Réalisation de l'étude pour l'élaboration des SDAGE	MI	Juin-Décembre					
					DP						
				Réalisation d'études en lien avec la protection des ressources en eau	MI	Octobre-Décembre					
					DP						
				Renforcement des capacités des agents de la DLSO en Anglais	Demande de prix	Avril-Mai					
					Demande de prix	Avril-Mai					
	50 000 000			Faire la synthèse des connaissances liées aux ressources en eau Souterraine	MI	Avril-Juin					
					DP						
Appui à l'opérationnalisation de l'Agence de l'eau du Nakanbé/Reesen\$Wieden	20 000 000		20 000 000	Elaboration d'un guide sur les techniques de protection des berges dans le bassin du Nakanbé	MI	mars			Juillet		Agence de l'Eau du Nakanbé
					DP						
	10 000 000		10 000 000	Elaboration du guide d'entretien courant des petits barrages	MI						
					DP						

Ligne budgétaire (financement)	Montant de l'inscription budgétaire	Montant des dépenses engagées mais non liquidées sur la gestion précédente	Crédits disponibles	Nature des prestations	Mode de passation s des marchés	Période de publication des appels à la concurrence	Période de remise des offres ou des propositions	Temps nécessaire pour l'évaluation des offres /propositions	Date probable de démarrage des prestations	Délai d'exécution prévu (jours)	Gestio nnaire des crédits
Budget Etat/CFE				Réalisation d'une étude de faisabilité et d'un plan d'aménagement sylvo-agro-pastoral autour du barrage de Loumbila	MI	Février			Septembre		
					DP						
				Elaboration d'une stratégie de lutte contre les plantes envahissantes des plans d'eau	MI	Novembre					
					DP						
Budget Etat	10 000 000		10 000 000	Réfection des sièges des Agences de l'eau du Gourma et du Liptako	AOO	Janvier-Avril					DGRE
	90 000 000		90 000 000	Recrutement d'un laboratoire pour les analyses des eaux	AOO	Janvier-Mai					

Annexe 7 : Tableau de bilan synthétique de mise en %uvre de la GIRE sur la période 2010-2012

OS 1 : Gérer de manière concertée les ressources en eau des bassins hydrographiques du pays à travers les agences de l'eau							
Situation par AE	AEN	AEM	AEC	AEG	AEL	Observations	A réaliser en 2013 - 2015 pour atteindre l'ODG
Résultats							
R1.1 : Les organes et instances des cinq Agences de l'eau sont mises en place	Direction générale, Comité de bassin et Conseil d'Administration en place et fonctionnel. 24 CLE sur barrage fonctionnel. Aucune mise en place, ni de restructuration de CLE sur la période	Principale organes et instances (CB, CA, DG) pas encore en place. NT-AEM en place depuis 2010. 01 CLE en place et fonctionnel. 07 CLE en cours de mise en place	Principale organes et instances (CB, CA, DG) pas encore en place. NT-AEC en place depuis 2010. 01 CLE en place et fonctionnel. 03 CLE en cours de mise en place	Principale organes et instances (CB, CA, DG) pas encore en place. NT-AEG en place depuis 2011. 01 CLE en place et fonctionnel. Aucun CLE mise en place depuis 2010	Principale organes et instances (CB, CA, DG) pas encore en place. NT-AEL en place depuis 2011. 03 CLE en place et fonctionnel. Aucun CLE mise en place depuis 2010.	1 Direction Générale en place et opérationnelle. 1 Seule Agence dispose de son Comité de Bassin et d'un Conseil d'Administration. Un total de 35 mis en place	4 Directions Générales à mettre en place. 4 Agences doivent mettre leur CB et CA en place. 24 CLE à mettre en place.
R1.2 : Les schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE et SAGE) sont élaborés et mis en %uvre	SDAGE en cours de élaboration : document Etat des lieux disponible. Lancement des autres étapes du SDAGE en 2013. Aucun document de SAGE	SDAGE en cours de élaboration : document Etat des lieux disponible. Lancement des autres étapes du SDAGE en 2013. Aucun document de SAGE	SDAGE en cours de élaboration : document Etat des lieux disponible. Lancement des autres étapes du SDAGE en 2013. Aucun document de SAGE.	Processus de SDAGE et de SAGE non démarrés.	Processus SDAGE et SAGE non démarrés.	Au 31 décembre 2012, 3 Agences de l'eau (AEN+AEM+AEC) ont démarré leur processus de SDAGE. Aucun processus de SAGE n'a démarré.	Finalisation des SDAGE de l'AEN, l'AEM et de l'AEC. Lancement des processus SDAGE à l'AEG et l'AEL. Peu probable que le processus SAGE soit démarré à la fin 2015.
R1.3 : Des mesures de protection des ressources en eau dans les bassins hydrographiques sont mises en %uvre	Mesures de protections des ressources en eau réalisées aux travers d'un appui au CLE	Mesures de protections des ressources en eau réalisées aux travers d'un appui au CLE	Mesures de protections des ressources en eau réalisées aux travers d'un appui au CLE	Mesures de protections des ressources en eau réalisées aux travers d'un appui au CLE	Mesures de protections des ressources en eau réalisées aux travers d'un appui au CLE	Actions réalisées se situent au niveau local et sont, en général, peu convergentes.	Accélération de la mise en %uvre des mesures de protections des ressources en eau avec le développement d'actions conséquentes.
R1.4 : Les capacités de l'Agences de l'eau et des collectivités locales sont renforcées en matière de gestion des ressources en eau	Renforcement de capacités des acteurs réalisé chaque année	Renforcement de capacités des acteurs réalisé chaque année	Renforcement de capacités des acteurs réalisé chaque année	Renforcement de capacités des acteurs réalisé chaque année	Renforcement de capacités des acteurs réalisé chaque année		

OS 2 : Assurer l'opérationnalisation du cadre politique, juridique et financier de gestion des ressources en eau à l'horizon 2015

Résultats Situation	R 2.1 : La politique et stratégies en matière d'eau sont élaborées et suivies	R 2.2 : Le cadre juridique est appliqué	R 2.3 : Le cadre financier est appliqué	R 2.4 : Les structures transversales de concertation et de coordination interministérielle du domaine de l'eau sont fonctionnelles	R 2.5 : La Gestion concertée des eaux transfrontalières est assurée	R 2.6 : Les services centraux et déconcentrés sont appuyés pour l'atteinte de l'objectif spécifique 2
Etat au 31 décembre 2012	Actualisation du document de Politique Nationale de l'eau en cours de révision. Etude de la prise en compte de la Politique Nationale de l'eau en cours de finalisation.	Etude sur la délimitation des espaces de compétence en cours. Textes complémentaires en cours de réalisation. Etude de l'opérationnalisation de la Police de l'eau terminée. Module de formation de la Police de l'eau en cours. Procédures de déclaration et d'autorisation des IOTA et les guides d'application en cours	Adoption du décret relatif aux taux et modalités de recouvrement de la CFE (eau brute). Manuel de procédures relatif à la mise en œuvre de la CFE en cours Textes complémentaires (taxe prélèvement, taxe pollution) de la CFE y compris les fiches de déclaration de valeur en cours	Tenues régulières des réunions du CNEau. Redynamisation ou/et mise en place de CISE.	Participation régulière aux sessions statutaires des organismes de bassins transfrontaliers (ABV, ETC.	Equipements acquis. Réalisation de plusieurs missions d'information hors pays. Fonctionnement assuré.
Observations	Très longs délais dans le processus de recrutement de consultants ce qui a généré des retards dans le lancement des activités de l'actualisation du document PNE.	Très longs délais dans le processus de recrutement de consultants ce qui a généré des retards dans le lancement des activités relatives aux textes complémentaires.	Très longs délais dans le processus de recrutement de consultants ce qui a généré des retards dans le lancement des activités.	Résultat attendu atteint.	Résultat attendu atteint	Résultat atteint
A réaliser en 2013-2015 pour atteindre l'ODG		Finalisation des textes complémentaires. Lancement de la mise à jour du Code de l'eau en 2013. Mise en place de la Police de l'eau dans l'EM avec emphase dans le sous bassin du Kou. Réaliser les premières évaluations de la mise en place de la CFE et de la Police de l'eau.	Textes complémentaires (taxe prélèvement, taxe pollution) de la CFE y compris les fiches de déclaration de valeur à finaliser. Plan de recouvrement de la CFE élaboré et mis en application. Former les agents au recouvrement de la CFE.	Poursuivre l'appui aux structures transversales de coordination.	Poursuivre les activités.	Poursuivre l'appui aux services centraux et déconcentrés.

OS 3 : Assurer le suivi et développer la connaissance des ressources en eau au bénéfice des usagers à travers le Système National d'Information sur l'Eau

Résultats Situation	R 3.1 : Les activités météorologiques et climatologiques sont renforcées et les paramètres climatiques intégrés dans l'évaluation des connaissances des ressources en eau	R 3.2 : Les eaux de surface sont valorisées et leurs connaissances améliorées au profit des usages	R 3.3 : Les connaissances sur les eaux souterraines sont améliorées pour leur mobilisation au service des usages et leur gestion durable	R 3.4 : Les connaissances sur la qualité des eaux sont améliorées	R 3.5 : Les informations sur l'eau disponibles	R 3.6 : Les connaissances sur le changement climatique et les mesures d'adaptation et d'atténuation sont améliorées	R 3.7 : Les actions de recherche et développement dans le domaine de l'eau appuies, suivies et promues	R 3.8 : Les services centraux et déconcentrés sont appuyés pour l'atteinte de l'objectif spécifique 3
Etat au 31 décembre 2012	Plan de renforcement/réhabilitation du réseau élaboré. Formation du personnel réalisé	Plan de renforcement du réseau hydrométrique élaboré. Equipements acquis et installés. Suivi régulier du réseau.	Acquisition des équipements en cours. Travaux de nivellement des piézomètres en cours. Suivi des ouvrages de mobilisation des eaux souterraines en cours.	Equipements du laboratoire acquis. Etat des lieux de la qualité des eaux brutes démarré.	Réalisation de la BD-SNIEau en cours. Equipements acquis.	Aucune activité inscrite aux PTB 2010-2012 n'a été réalisée.	Appui au CPCRE-Eau réalisé.	Equipements acquis. Formation du personnel réalisée. Fonctionnement assuré
Observations	Equipement non acquis	Longs délais dans les processus de recrutement des consultants au travers des marchés publics. Moyens logistiques insuffisants.	Longs délais dans les processus de recrutement des consultants au travers des marchés publics. Moyens logistiques insuffisants	Longs délais dans les processus de recrutement des consultants au travers des marchés publics. Moyens logistiques insuffisants	Longs délais dans la mise en œuvre de la BD-SNIEau et son opérationnalisation.	Aucune activité réalisée permettant d'atteindre ce résultat	Etudes inscrites aux PTB 2010-2012 non réalisées. (Manque de fonds, coûts des études très élevés).	Résultat atteint
A réaliser en 2013 - 2015 pour atteindre l'ODG	Installer les équipements. Poursuivre les activités de renforcement/réhabilitation du réseau. Réaliser les études d'évaluation des paramètres météorologiques/climatologiques et leur évolution. Suivre le réseau	Finaliser les diverses études en cours et en réaliser de nouvelles. Suivre le réseau hydrométrique et diffuser les résultats.	Acquérir et installer les équipements. Finaliser les diverses études en cours et en réaliser de nouvelles. Suivre le réseau piézométrique et diffuser les résultats.	Finaliser l'installation des équipements du laboratoire et former le personnel. Finaliser l'étude sur la qualité de l'eau et suivre la qualité des RE	Finalisation de la BD-SNIEau. Déploiement de la BD-SNIEau. Mettre à jour régulièrement la BD. Partager et diffuser l'information	Lancer l'étude sur l'état des lieux sur les mesures d'adaptation et d'atténuation des CC.	Poursuivre l'appui à l'organisation des ateliers. Sélectionner une étude prioritaire et la réaliser.	Poursuivre l'appui aux services centraux et déconcentrés.

OS 4 : Assurer la coordination et le suivi du processus de la GIRE à travers l'opérationnalisation du SP/PAGIRE

Résultats Situation	R 4.1 : La coordination et le suivi du PAGIRE-Phase 2 sont assurés par le SP/PAGIRE	R 4.2 : Les actions transversales sont mises en Œuvre par le SP/PAGIRE	R 4.3 : Le fonctionnement du SP/PAGIRE est assuré pour une bonne coordination de la mise en Œuvre du PAGIRE phase 2	L'expertise nationale et internationale est mobilisée pour la mise en Œuvre du PAGIRE phase 2
Etat au 31 décembre 2012	Tenue régulières des sessions du Comité de Pilotage. Manuel de procédures administratives, financières et comptables élaboré. Audits financiers régulièrement effectués. Système de suivi évaluation élaboré et en place. BPO du PAGIRE élaboré et opérationnel. Rapports d'activités annuelles et semestrielles régulièrement élaborés.	Processus de élaboration du Plan de Développement des Ressources Humaines (PDRH) lancé. Financement de 18 étudiants dans le domaine de l'eau réalisé. Actions de formation des acteurs du domaine l'eau réalisées. Plan de communication de la GIRE validé. Elaboration de la Stratégie Genre démarrée.	Différents équipements acquis et distribués aux structures d'exécution. Formation du personnel du SP/PAGIRE réalisée. Mission d'appui aux AE réalisées	Mise à la disposition du SP/PAGIRE des 2 consultants internationaux pour l'appui à la préparation du BPO et du système de suivi évaluation. Mise à disposition du SP/PAGIRE de 6 consultants nationaux pour l'appui à la réalisation de diverses études.
Observations	Plus de 80% des résultats attendus au cours de la période 2010-2012 ont été atteint ou son en voie d'atteinte.	Plus de 80% des résultats attendus au cours de la période 2010-2012 ont été atteinte. Le PDRH a été lancé mais a été annulé pour cause de défaut du prestataire.	Plus de 80% des résultats attendus au cours de la période 2010-2012 ont été atteint ou son en voie d'atteinte.	Mise à disposition de la totalité des personnels d'appui demandé par le SP/PAGIRE
A réaliser en 2013 -2015 pour atteindre l'ODG	Appliquer le BPO et le système de suivi évaluation. Poursuivre les activités relatives à la tenue de sessions du Comité de Pilotage, aux audits financiers, etc. Mener un plaidoyer auprès des PTF pour assurer des fonds supplémentaires. Poursuivre les activités de coordination. Réaliser une étude sur la mise en place de collecte et de production d'informations sur le financement de l'eau et de la GIRE.	Finalise les études en cours et notamment relancer le PDRH et les mettre en %uvre. Poursuivre l'appui à la formation d'étudiants dans le domaine de l'eau.	Poursuivre la formation des compétences, le paiement des salaires et les frais de fonctionnement. Poursuivre et accélérer les missions d'appui aux AE.	Poursuivre le soutien technique au SP/PAGIRE sur la base d'une nouvelle programmation.

Annexe 8 : Tableau de synthèse de la mobilisation des Assistants Techniques en 2013

Résul.	Titre	Nature expertise	Objet de la mission	Temps		Année		Période d'intervention en 2013												Etat au 28 février 2013
				CNP	CIR	2013	2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Actions démarrées en 2012	Etude sur la représentativité des femmes dans les CLE et AUE	CNP	Disposer d'un bilan de la situation de la représentativité des femmes dans les CLE et les AUE ainsi que de leur niveau d'implication dans les prises de décision et dans la conduite des activités relatives à l'eau.																	Etude terminée. En attente de la validation nationale.
	Etude "Analyse des politiques et stratégies sous sectorielles"	CNP	Disposer d'une stratégie et d'outils permettant de suivre le niveau d'intégration et de prise en compte des principes de la Politique et Stratégies en matière d'eau dans les cadres majeurs de la mise en œuvre de l'action gouvernementale																	Etude en finalisation. Période de validation entre mars et juillet 2013
	Appuis ponctuels au Systèmes de suivi évaluaiton et du BPO du SP/PAGIRE	CIR	Fournir des appuis ponctuels à la demande du SP/PAGIRE pour le SSE et le BPO																	En cours
	Appui à l'élaboration du PDRH	CNP	Appuyer le SP/PAGIRE pour le suivi de l'étude relative à l'élaboration du PDRH et l'appréciation des résultats de l'étude.																	Intervention de l'expert en appui à l'élaboration de nouveaux TDR pour le PDRH.
Résultat 1	Appui à l'élaboration des SDAGE	CIR	Appui à l'élaboration des TDR de l'étude Appui au suivi de l'étude Appui à l'analyse des produits du prestataire. Recrutement d'un expert GIRE.		3		x													TDR à formuler
	Identification de sites à protéger dans l'espace de gestion du Mouhoun et des Cascades.	CNP	Appui à l'AEM et l'AEC pour identifier et caractériser les sites à protéger dans son espace de gestion.	2		x														TFR à formuler
	Sous total			2																

Résul.	Titre	Nature expertise	Objet de la mission	Temps		Année		Période d'intervention en 2013												Etat au 28 février 2013
				CNP	CIR	2013	2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Résultat 2	Etude relative à l'élaboration des documents des instances des Agences de l'Eau	CNP	Elaboration des documents des instances des Agences de l'eau (Statut, règlement intérieur, etc.). Recrutement d'un juriste.	1,5		x														TDR à formuler
	Etude relative à l'élaboration du plan de mise en œuvre de la CFE	CNP	Appui conseil à la DLSO et assurance qualité des produits soumis par le prestataires en charge de l'élaboration du plan de mise en œuvre de la CFE. . Recrutement d'un financier.	0,5		X														TDR à formuler
	Elaborer les textes complémentaires de la taxe prélèvement de l'eau brute	CNP	Appui conseil à la DLSO et assurance qualité des produits soumis par le prestataire en charge de l'élaboration des textes complémentaires.	0,5		x														TDR à formuler
	Identification des Idifférentes taxes soumises à la CFE.	CNP	Appui conseil à la DLSO et assurance qualité des produits soumis par le prestataire en charge de l'élaboration des textes complémentaires.	0,5		X														TDR à formuler
	Etude relative à l'élaboration du manuel de procédure de la mise en œuvre de la CFE.	CNP	Appui conseil à la DLSO et assurance qualité des produits soumis par le prestataire en charge de l'élaboration du manuel de procédure de la mise en	0,5		x														TDR à formuler
	Appui à la création d'un service de la police de l'eau	CNP	Appui à l'opérationnalisation du premier service de la police de l'eau dans l'espace de gestion du Mouhoun. Recrutement de juriste, de magistrat et d'un spécialiste des ressources en eau (GR).	5,5	-	x														En cours.
	Sous total			9	#															

Résul.	Titre	Nature expertise	Objet de la mission	Temps		Année		Période d'intervention en 2013												Etat au 28 février 2013
				CNP	CIR	2013	2014	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
Résultat 3	Etude sur l'envasement et les transports solides.	CIR	Appui à la DEIE pour formuler les TDR de l'étude sur les transports solides ainsi que la formulation d'avis et de conseils sur les équipements à acheter et sur le suivi du prestataire. Recrutement d'un hydrologue/hydraulicien.		0,5	X	X													TDR à formuler
	Evaluation de la performance du réseau de suivi hydrométrique.	CIR	Réalisation d'une évaluation de la performance du dispositif du réseau hydrométrique et recommandations. Recrutement d'un hydrologue spécialisé en instrumentation.		1,5	X														TDR à formuler
	Appui au traitement des données sur les ressources en eau	CIR	Appuyer la DEIE à traiter et valider les séries de données existantes et à utiliser les techniques appropriées pour combler les données manquantes		1,5	X														TDR à formuler
	Appui à la synthèse des ressources en eau souterraines		Assurer l'assurance qualité des documents produits par les prestataires et conseiller la DEIE sur les aspects techniques. Recrutement d'un hydrogéologue senior.	0,75		X	X													TDR à formuler
	Etude relative à l'évaluation des outils de gestion des ressources en eau (Mike Bassin , etc.)	CIR	Conduire une analyse comparative des différents outils de gestion des ressources en eau (modèle notamment) disponibles sur le marché et recommander le modèle le plus approprié aux conditions du Burkina. Recrutement d'un expert informatique en ressources en eau.		1,5															TDR à formuler
	Sous total			1	5															
Résultat 4	Etude relative à la mise en place d'un système de financement de l'eau et de la GIRE	CNP	Conception et développement du système de financement de l'eau. Recrutement d'un financier ou économiste.	1		X														TDR à réactualiser
	Etude sur la conception d'une application informatique du système de suivi évaluation de la GIRE	CNP	Conception et développement de l'outil informatique associé au système de suivi évaluation de la GIRE. Recrutement d'un informaticien	2		X														TDR à élaborer
	Appui à l'auto évaluation du PAGIRE phase 2.		Disposer, sur la base de l'analyse des acquis et des insuffisances actuels du PAGIRE, d'orientations stratégiques fortes et de perspectives réalistes, pour la mise en œuvre de la GIRE au Burkina Faso aux horizons 2015 et 2025.	1	1	X														En cours.
	Sous total			4	1															
TOTAL GENERAL				15,75	6															Nouvelles études